PARLAMENT
der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens



46 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
11. November 2026

Platz des Parlaments 1 | B-4700 EUPEN | +32 (0)87 31 84 00 | info@pdg.be

www.pdg.be

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN 3

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft 3
Abgeordnetenkammer 3
Senat 4
Parlement de Wallonie 5
Vlaams Parlement 5
Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles 6
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB) 6
Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC) 6

NEUES AUS DEN REGIERUNGEN 7

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft 7
Föderalregierung 28
Gouvernement de Wallonie 29

BELGISCHES STAATSBLATT 30
QUELLENVERZEICHNIS 33

Neues aus den Parlamenten

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 16.11.2026
Tagesordnung

Ausschusssitzungen:

Montag, 16.11.2026
Gemeinsame Sitzung aller Ausschüsse
Tagesordnung
Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung
Tagesordnung

Dienstag, 17.11.2026
Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz
Tagesordnung

Mittwoch, 18.11.2026
Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen
Tagesordnung

Donnerstag, 19.11.2026
Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
Tagesordnung

Dokument Nr. 182 (2026-2027) Nr. 1
03.11.2026
Beschlussvorschlag zur Genehmigung des Entwurfs eines Geschäftsführungsvertrags zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Zentrum für Ostbelgische Geschichte (ZOG) (2027-2028)

Dokument Nr. 179 (2026-2027) Nr. 1
29.10.2026
Beschlussvorschlag zur Genehmigung des Entwurfs eines Geschäftsführungsvertrags zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Leitverband des Ostbelgischen Sports (LOS) (2027-2028)

Dokument Nr. 174 (2026-2027) Nr. 1
08.10.2026
Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz

Dokument Nr. 173 (2026-2027) Nr. 1
06.10.2026
Anhörung der VoG Chudoscnik Sunergia zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. 172 (2026-2027) Nr. 1
06.10.2026
Anhörung der VoG Fithe – Das Figurentheater aus Ostbelgien – zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. 171 (2026-2027) Nr. 1
06.10.2026
Anhörung der VoG AGORA – Das Theater der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens – zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. 170 (2026-2027) Nr. 1
06.10.2026
Anhörung der VoG Alteo zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. 169 (2026-2027) Nr. 1
24.09.2026
Anhörung der Université catholique de Louvain und der Alliance Française Bruxelles-Europe zu den Ergebnissen der DELF-Testungen 2025 – Ausschussbericht

Dokument Nr. 160 (2025-2026) Nr. 1
25.06.2026
Beirat für Raumordnung - Tätigkeitsbericht 2021-2023

DE KAMER BE LA CHAMBRE BE
Abgeordnetenkammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES
Semaine du 9 au 13 novembre 2026

Jeudi, 12/11/2026

Questions orales

Projets et proposition de loi

1. Projet de loi modifiant le titre XIII, chapitre 6, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (art. 479) en ce qui concerne la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, n°s **56K1640**/1 à 7.

2. Proposition de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'indignité successorale, n°s **56K1759**/1 à 3.

3. Projet de loi rétablissant le livre XIV "Règles visant à promouvoir la réparation des biens" dans le Code de droit économique, n °s **56K1750**/1 à 6.

4. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 11 mars 2026 relatif à la contribution aux

frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence de classe A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+ et F2 pour l'année civile 2026, n°s 56K1793/1 à 3.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de déclaration de révision de l'article 30 de la Constitution en vue d'étendre la protection des langues, n° 56K1849/1.

2. Proposition de résolution visant à garantir la gestion publique, la gratuité et l'accessibilité des toilettes dans les gares, n° 56K1850/1.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 8 novembre 2023 relative au statut d'administrateur d'une personne protégée en vue de supprimer l'obligation pour les mandataires professionnels de s'inscrire au registre national des administrateurs professionnels, n° 56K1852/1.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne la dispense de certificat médical pour le premier jour d'incapacité de travail, n° 56K1853/1.

5. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne l'affichage des tarifs par les dispensateurs de soins, afin de charger le Comité de l'assurance d'établir un modèle d'affiche pour tout secteur dépourvu de commission de conventions ou d'accords, n° 56K1857/1.

6. Proposition de loi visant à instaurer la confiscation préventive de biens d'origine illicite en cas d'impossibilité de poursuivre la procédure pénale, n° 56K1861/1.

7. Proposition de loi créant une Agence fédérale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués par la Justice, n° 56K1862/1.

8. Proposition de résolution condamnant l'atteinte à l'autonomie, la répression et les violations des droits humains à Hong Kong par la République populaire de Chine, n° 56K1868/1.

9. Proposition de résolution visant à renforcer la protection des jeunes en ligne sans recourir à une interdiction d'accès aux réseaux sociaux, n° 56K1871/1.

10. Proposition de loi visant à constater par des moyens automatisés le fait d'utiliser ou de tenir en main des appareils électroniques mobiles de manière illicite dans la circulation, n° 56K1873/1.

Votes nominatifs

1. sur les projets et la proposition de loi terminés.

Dokument Nr. 56K1871
04.11.2026
Proposition de résolution visant à renforcer la protection des jeunes en ligne sans recourir à une interdiction d'accès aux réseaux sociaux.

Dokument Nr. 56K1866
04.11.2026
Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques en vue de limiter les salaires des ministres et les dotations des partis en période de douzièmes provisoires et d'affaires courantes.

Dokument Nr. 56K1863
03.11.2026
Proposition de résolution invitant le gouvernement fédéral à élaborer une stratégie interfédérale en faveur de l'autonomie financière des citoyens et d'une mobilisation éclairée de leur épargne.

Dokument Nr. 56K1737
04.11.2026
Projet de loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2026.

Senat

Réunions de la semaine 9/11/2026 - 15/11/2026

9/11/2026

Bureau

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

1. Proposition de résolution relative à l'urgence sanitaire, sécuritaire et environnementale liée à la consommation détournée de protoxyde d'azote, no 8-207/1.

2. Ordre des travaux.

13/11/2026

Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes
REUNION DES RAPPORTEUSES

Réunion à huis clos

Établissement d'un rapport d'information concernant l'intégration professionnelle des chef(fe)s de familles monoparentales sur le marché de l'emploi et l'égalité des chances des enfants élevés en situation de monoparentalité: obstacles, enjeux et propositions de solutions structurelles, no **8-84**/1.

Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes

Établissement d'un rapport d'information concernant l'intégration professionnelle des chef(fe)s de familles monoparentales sur le marché de l'emploi et l'égalité des chances des enfants élevés en situation de monoparentalité: obstacles, enjeux et propositions de solutions structurelles, no **8-84**/1.

Audition de :

- Mme Fanta Berete, ancienne parlementaire française ;
- Mme Caroline Derwael, représentante de l'ASBL La Tribu des Solos ;
- M. Maxime Delaite, directeur, Aidants proches ASBL ;
- Mme Maud de Michele, chargée de plaidoyer, Mesdames Sophie Massut et Caroline Paris, chargées de projets, COFAMON ASBL.

Parlement de Wallonie

Dokument Nr. 735
26.10.2026
Projet de décret relatif à la réallocation des moyens alloués au dispositif des aides à la promotion de l'emploi et modifiant le décret du 13 décembre 2023 relatif aux missions régionales pour l'emploi (Doc. 735 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 734
03.11.2026
Proposition de décret modifiant l'article L4145-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'assurer la proportionnalité du scrutin pour les élections communales, déposée par M. Hazée, Mmes Cremasco, Linard et M. Mockel (Doc. 734 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 730
27.10.2026
Projet de décret relatif à l'intégration des dispositifs de soutien à l'emploi dans les politiques fonctionnelles (Doc. 730 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 711
09.10.2026
Projet de décret portant approbation de diverses conventions de ventes amiables et de projets de ventes amiables en exécution de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux (Doc. 711 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. 710
09.10.2026
Projet de décret portant approbation du projet de vente amiable d'un ensemble immobilier sis à Andenne en exécution de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux (Doc. 710 (2026-2027) N° 1)

Le Conseil parlementaire interrégional célèbre ses 40 ans à Bastogne et clôture la présidence belge

(07-11-2026)

Le Conseil parlementaire interrégional a tenu sa 76e séance plénière le 6 novembre 2026 au Bastogne War Museum. Cette réunion revêtait une dimension particulière puisqu'elle marquait à la fois le 40e anniversaire de l'institution et la clôture de la présidence belge 2025-2026. ... lire plus

Vlaams Parlement

Dokument Nr. 1069 (2026-2027) nr. 1
06.11.2026
Verslag van de verzoekschriften over onafhankelijk onderzoek naar het gebruik van psychiatrische kwalificaties en tot onafhankelijke audit van de noodzaak, proportionaliteit en gevolgen van uithuisplaatsing van minderjarigen

Dokument Nr. 1068 (2026-2027) nr. 1
06.11.2026
Verslag van het verzoekschrift over de vraag tot herziening van de berekeningswijze van het inkomenstarief voor kinderopvang

Dokument Nr. 1067 (2026-2027) nr. 1
06.11.2026
Verslag van het verzoekschrift over strengere controle op psychiatrische instellingen

Dokument Nr. 1065 (2026-2027) nr. 1
06.11.2026
Verslag van het verzoekschrift over de tekortkomingen in het parkeerbeleid voor personen met een handicap in Vlaanderen

Dokument Nr. 1057 (2026-2027) nr. 1
03.11.2026
Verslag van de hoorzitting over het traject om met een expertisecentrum en inspiratiescholen de implementatie van de minimumdoelen in het basisonderwijs te ondersteunen

Dokument Nr. 1056 (2026-2027) nr. 1
03.11.2026
Verslag van de hoorzitting over de implementatie van de minimumdoelen in het basisonderwijs

---

Jongeren opnieuw aan zet in het Vlaams (Jeugd) Parlement
06 november 2026

In de herfstvakantie bleef het opvallend druk onder de koepel van het Vlaams Parlement. En dat had alles te maken met de groep geëngageerde jongeren van het Vlaams Jeugd Parlement. Zij kropen voor enkele dagen in de huid van jeugdminister, volksvertegenwoordiger, journalist of staatsraadslid en ontdekten zo van dichtbij hoe het eraan toegaat in de Vlaamse politiek. ... verder lezen

Uitgesteld rookverbod op terrassen: welke steun krijgen lokale besturen?
04 november 2026

Op 1 januari 2027 zou het federale rookverbod op en nabij publieke terrassen ingaan, maar door opmerkingen van de Raad van State is die datum niet meer haalbaar. Het is ook nog onduidelijk wat het verbod precies inhoudt. En hoe kunnen lokale besturen zich voorbereiden op de nieuwe regels? Het werd besproken in de Commissie voor Binnenlands Bestuur en Inburgering. ... verder lezen

---

Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Actualité
Le CPI célèbre 40 ans de coopération transfrontalière
2026-11-06

Le Conseil parlementaire interrégional (CPI) célèbre 40 ans de coopération transfrontalière à Bastogne !

Ce vendredi 6 novembre, le Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Benoît Dispa, accompagné des députés Charles Gardier et Ersel Kaynak, a participé à la 76e séance plénière du CPI, organisée au Bastogne War Museum. ... lire plus

---

Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche A-335/1-26/27
14.10.2026
Proposition de budget ajusté 2026 et de budget initial 2027 de la médiatrice bruxelloise.

Dokument Nr. Fiche A-316/1-26/27
21.09.2026
Proposition d'ordonnance instaurant une incompatibilité entre le mandat de député au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et l'exercice d'un mandat d'administrateur au sein de certains organismes publics régionaux.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche B-82/1-26/27
14.10.2026
Proposition de budget ajusté 2026 et de budget initial 2027 de la médiatrice bruxelloise.

Dokument Nr. Fiche B-75/1-25/26
17.07.2026
Proposition de résolution relative à la garantie du bilinguisme dans les hôpitaux bruxellois.

Le Parlement participe au Forum mondial de la démocratie
04/11/2026

Lotte Stoops, première vice-présidente, et Ilyas El Omari, secrétaire du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, ont participé les 2 et 3 novembre 2026 à Strasbourg au Forum mondial de la démocratie organisé par le Conseil de l'Europe. ... lire plus

---

Neues aus den Regierungen

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

109. Sitzung vom 29. Oktober 2026

TOP 3: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags im Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung für die Lieferung und Montage von Verdunklungssystemen im Sporthouse des Sport- und Ferienparks Worriken

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags für die Lieferung und Montage von Verdunklungssystemen im Sporthouse des Sport- und Ferienparks Worriken. Der Auftrag wird im Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung vergeben.

Der Ministerpräsident, zuständig für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Veröffentlichung des Lastenheftes des öffentlichen Lieferauftrages der „Lieferung und Montage von Verdunklungssystemen im Sporthouse Worriken" wurde am 17. September 2026 genehmigt (Referenz: EXX/2026/17.09/1330).

Am 23. September 2026 wurde das Lastenheft im Verfahren ohne Bekanntmachung über die Plattform e-Procurement an drei potenzielle Bieter zugesendet. Die Angebotseröffnung erfolgte am 7. Oktober über die Plattform e-Procurement.

Ein Angebot wurde frist- und formgerecht elektronisch eingereicht:

- Raum Akzente Halmes

Der Bieter wurde in Bezug auf das Zugangsrecht geprüft. Das Angebot des Unternehmens Raum Akzente Halmes wurde als regelkonform gewertet.

Die detaillierte Prüfung ist dem beigefügten Submissionsbericht zu entnehmen.

Das eingereichte Angebot wurde anhand des im Lastenheft festgelegten Zuschlagskriteriums „Preis" bewertet. Das Unternehmen Raum Akzente Halmes erreichte 100 von 100 Punkten.

Der Auftrag wird an das Unternehmen Raum Akzente Halmes zum Preis von 37.020,16 € ohne Mehrwertsteuer vergeben.

Die Lieferung und Montage sollen bis zum 12. Dezember 2026 erfolgen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Vergabe des Lieferauftrags hat finanzielle Auswirkungen in Höhe von 37.020,16 € ohne MwSt. und geht zulasten des Haushalts der DgG Gemeinschaftszentren (OB20 PR00 Zuweisung 74.22).

TOP 6: Addendum Nr. 2 zum Darlehensvertrag vom 6. Februar 2025 zugunsten der VoG Schützenverein Rodt

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt das Addendum Nr. 2 zum Darlehensvertrag vom 6. Februar 2025 zugunsten der VoG Schützenverein Rodt.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

2.1. Allgemeine Beschreibung des Vor- und Zwischenfinanzierungsinstrumentes

Die Regierung eröffnet verschiedenen Einrichtungen, die im Rahmen von Geschäftsführungsverträgen oder anderen Abkommen mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft wichtige Dienstleistungen erbringen, die Möglichkeit über das Vor- und Zwischenfinanzierungsinstrument ein befristetes und zinsloses Darlehen zwecks Finanzierung ihres Umlaufkapitals zu beantragen.

2.2. Erörterung des Gegenstands des Vertragsaddendums

Am 5. November 2024 stellte die VoG Schützenverein Rodt einen Antrag auf Vorfinanzierung anfallender Rechnungen im Rahmen eines Wärmedämmungsprojekts der Schützenhalle Rodt mit einem anberaumten Gesamtinvestitionsvolumen von 101.532,24 EUR.

Das Projekt ist mit einer Kofinanzierung von 61.157,48 EUR im Infrastrukturplan der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingetragen (Referenz 5230). Eine weitere Kofinanzierung in Höhe von 29.743,84 EUR wird durch die Gemeinde St. Vith geleistet.

Am 5. Februar 2026 wurde mittels Addendum Nr. 1 zum Darlehensvertrag die Einrichtung die Verschiebung des Tilgungsziels um ein Jahr genehmigt.

Am 15. Oktober 2026 beantragte die Einrichtung eine weitere teilweise Verschiebung des Tilgungsziels um ein Jahr.

3. Finanzielle Auswirkungen

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 7: Programmdekretentwurf 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Programmdekretentwurf 2026.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird damit beauftragt, den Dekretentwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Wie es in den letzten Jahren zur gängigen Praxis geworden ist, liegt auch dieses Jahr ein Programmdekret vor. Weil der Dekretentwurf Bestimmungen in den verschiedenen Zuständigkeitsbereichen der Deutschsprachigen Gemeinschaft beinhaltet, wird auf den Kommentar zu den einzelnen Artikeln hingewiesen.

Der Programmdekretentwurf beinhaltet Abänderungen in folgenden Bereichen:

- Personenbezogene Angelegenheiten
- Kulturelle Angelegenheiten
- Unterrichtswesen
- Beschäftigung
- Denkmalschutz
- Tourismus
- Raumordnung und Städtebau
- Wohnungswesen
- Lokale Behörden
- Bestattungen und Grabstätten
- Kulte
- Infrastruktur
- Finanzen und Haushalt
- Verschiedenes

Als transversale Maßnahme ist die Anpassung der Verweise auf das neue Strafgesetzbuch in allen bestehenden Dekreten vorgesehen.

Zudem soll mit dem Programmdekret die teilweise Umsetzung folgender EU-Richtlinien vorgenommen werden:

- Richtlinie 2011/93/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 zur Bekämpfung des sexuellen Missbrauchs und der sexuellen Ausbeutung von Kindern sowie der Kinderpornografie sowie zur Ersetzung des Rahmenbeschlusses 2004/68/JI des Rates
- Richtlinie (EU) 2019/882 des europäischen Parlamentes und des Rats vom 17. April 2019 über die Barrierefreiheitsanforderungen für Produkte und Dienstleistungen
- Richtlinie (EU) 2024/1265 des Rates vom 29. April 2024 zur Änderung der Richtlinie 2011/85/EU über die Anforderungen an die haushaltspolitischen Rahmen der Mitgliedstaaten

Zu dem Dekretvorentwurf bzw. zu den relevanten Kapiteln wurden im Vorfeld ein Gutachten folgender Gremien und Einrichtungen beantragt:

- Beirat für Gesundheit
- Beirat für Seniorenunterstützung
- Rat für Familienleistungen
- UNIA
- Institut für die Gleichstellung von Frauen und Männern
- Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben
- Beirat für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt
- Jugendrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft
- Beirat für Mediendienste
- Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft
- Beirat für Raumordnung
- Beirat für Wohnungswesen und Energie
- Arbeitgeberverbände AGV329 und AnikoS
- Datenschutzbehörde (Gutachten Nrn. 172/2026, 177/2026 und 197/2026)
- Staatsrat (Gutachten Nr. 79.988/1-2-3-4-16-17)

Im Hinblick auf die Umsetzung der Richtlinie 2011/93/EU hatte die Regierung vor dem Hintergrund der Umsetzungsfristen und in Reaktion auf eine entsprechende Rückmeldung der Europäischen Kommission einen separaten Dekretvorentwurf ausgearbeitet. Da dieser vor allem auf eine technische Umsetzung der Vorgaben abzielt, wurde letztendlich beschlossen, die Bestimmungen in den vorliegenden Programmdekretentwurf zu übertragen.

Zu dem genannten separaten Dekretvorentwurf wurde ein Gutachten folgender Gremien und Einrichtungen beantragt:

- Beirat für Gesundheit
- Datenschutzbehörde (Nr. 99/2026)
- Staatsrat (Nr. 78.880/16)

Im Hinblick auf die Umsetzung der Richtlinie (EU) 2019/882 hatte die Regierung vor dem Hintergrund der Umsetzungsfristen und in Reaktion auf eine entsprechende Rückmeldung der Europäischen Kommission einen separaten Dekretvorentwurf ausgearbeitet. Da dieser vor allem auf eine technische Umsetzung der Vorgaben abzielt, wurde letztendlich beschlossen, die Bestimmungen in den vorliegenden Programmdekretentwurf zu übertragen.

Zu dem genannten separaten Dekretvorentwurf wurde ein Gutachten folgender Gremien und Einrichtungen beantragt:

- Beirat für Mediendienste
- Staatsrat (Nr. 80.043/3)

Die Bemerkungen, die die zu dem Dekretvorentwurf eingeholten Gutachten betreffen, wurden aus Gründen der besseren Lesbarkeit in die Kommentare zu den einzelnen Artikeln eingearbeitet.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Artikel des vorliegenden Dekretvorentwurfs führen zu finanziellen Auswirkungen bzw. bedürfen einer Erklärung hinsichtlich ihrer finanziellen Auswirkungen:

Art. 89 bis 92

Hierdurch werden die per Vertrag gewährten finanziellen Mittel (Personal- und Funktionskosten) für die Organisation einer Kinderaufsicht eingespart. Die Zuschusssumme belief sich in den vergangenen Jahren zwischen ca. 110.000 € und 180.000 €.

Art. 123, 124 und 127

Die entsprechenden Mittel werden im Rahmen der HH-Planung auf dem Posten OB 40 PR 16 ZW 33.70 vorgesehen.

Art. 163 bis 174

Mit der Einführung des Kapitels entstehen keine Kosten, erst wenn tatsächlich ein Projektaufruf veröffentlicht wird. Der Grund für die Einführung dieses Kapitels ist die Ausbildung zum Office Assistant, die seit 2026 vom ZAWM im Auftrag der Regierung/ADG durchgeführt wird.

Im Haushalt stehen für das Jahr 2026 und auch für das Jahr 2027 100.000 € zur Durchführung von Pilotprojekten zur Fachkräftesicherung und Bekämpfung der Arbeitslosigkeit im OB 30 PR 23 ZW 32.01 zur Verfügung. Davon waren 53.000 € für die Office Assistent Ausbildung.

Art. 226 bis 230

Die in diesen Artikeln vorgesehenen Maßnahmen führen zu einer Mehrbelastung des Haushalts in Höhe von 325.000 €.

Durch Artikel 227 wird die Sonderdotation für Sozialwohnungen um 500.000 € erhöht. Im Rahmen der 1. Haushaltsanpassung des Haushalts 2026 vom 22. Juni 2026 wurde der Posten OB 20 PR 14 ZW 43.22 entsprechend erhöht.

Durch Artikel 228 wird der Solidaritätsfonds aufgehoben. Dieser enthielt Mittel in Höhe von 150.000 €. Allerdings wurden diese in die Übergangsregelung überführt, die Artikel 230 einführt (Art. 34.4). Diese Übergangsregelung gilt für die Jahre 2027-2031 und begünstigt die Gemeinden Lontzen und Burg-Reuland. Der Gesamtbetrag, der diesen Gemeinden zusteht, beträgt insgesamt 300.000 €, d.h. der vorerwähnte Betrag von 150.000 € wurde verdoppelt. Diese Mehrbelastung wird im Haushalt im OB 70 PR 03 ZW 31.21 abgebildet.

Bis hierhin beträgt die Erhöhung der den Gemeinden zusätzlich zur Verfügung gestellten Mittel 650.000 €. Da mit den Gemeinden vereinbart wurde, dass sie selbst die Hälfte der Erhöhung tragen müssen, wird eine entsprechende Minderung der Gemeindedotation im OB 20 PR 14 ZW 43.21 vorgenommen. Dies ergibt sich auch aus Artikel 226, der diesen Betrag von der Ausgabendotation abzieht.

TOP 10: Geschäftsführungsvertrag 2027-2028 mit dem Zentrum für Ostbelgische Geschichte VoG

1. Beschlussfassung

Die Regierung verabschiedet den Geschäftsführungsvertrag 2027-2028 mit dem Zentrum für Ostbelgische Geschichte VoG (ZOG) und legt diesen dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft, entsprechend Artikel 105 des Dekrets über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 25. Mai 2009, zwecks Genehmigung vor.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Die Deutschsprachige Gemeinschaft misst der Erforschung, Bewahrung und Vermittlung ihrer regionalen Geschichte einen hohen Stellenwert bei. Eine zentrale Anlauf- und Kompetenzstelle für historisch Interessierte und Forschende fördert die wissenschaftliche Aufarbeitung des historischen Erbes, erleichtert den Zugang der Bevölkerung zu historischen Informationen und schafft die Rahmenbedingungen, um Forschungsvorhaben zu stärken.

Im Zuge der fortschreitenden Digitalisierung historischer Quellen gewinnt die Sicherung und Aufbereitung audiovisueller Medien (AV-Medien) zunehmend an Bedeutung. Eine koordinierende Funktion zwischen den Akteuren mit umfangreichen Beständen historisch relevanter AV-Medien nimmt dabei eine besondere strategische Rolle ein. Ziel ist es, Synergien zu nutzen, Standards abzustimmen sowie die langfristige Sicherung und Zugänglichkeit dieses kulturellen Erbes zu gewährleisten.

Die Regionalgeschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird derzeit durch keinen spezifischen Dekrettext geregelt. Mittelfristig (ab 2029) ist jedoch vorgesehen, diesen Bereich im Rahmen des Museumsdekrets zu verankern und damit auf eine nachhaltige rechtliche Grundlage zu stellen.

Das ZOG hat am 28. September 2026 in Form eines Strategie- und Aktionsplans einen Antrag auf einen Strukturzuschuss eingereicht. Darin beschreibt es seine Basisaufgaben, spezifische Aufgaben, Zielgruppen, den Personalkader sowie die qualitativen Kriterien und quantitativen Daten.

Zudem ist das ZOG im Rahmen des Interreg-Großregion-Projekts „Eifelburgen digital" federführender Projektpartner und übernimmt die Projektleitung sowie die Koordination der Projektumsetzung. Das Projekt „Eifelburgen digital" im funktionalen Raum Eifel-Ostbelgien-Éislek (EOE) mit einer Laufzeit vom 1. Januar 2027 bis zum 31. Dezember 2028 wurde von der Interreg Großregion am 7. Oktober 2026 genehmigt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft hat sich am 3. September 2026 dazu verpflichtet, die Kofinanzierung für das ZOG zu übernehmen. Dies entspricht 40 % der förderfähigen Projektkosten, die nicht durch EFRE-Fördermittel gedeckt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen

Gemäß Punkt (1) „Beschlussfassung: Gegenstand des Geschäftsführungsvertrags" erhält das ZOG zur Durchführung seiner Aufgaben einen jährlichen Strukturzuschuss.

Für die Vertragslaufzeit wird folgender Strukturzuschuss vorgeschlagen:

Haushaltsjahr	Zuschusshöhe
2027	380.000,00 EUR
2028	385.000,00 EUR

*Jährliche Erhöhung: 1,25% Zahlen gerundet.

Der jährliche Strukturzuschuss wird, vorbehaltlich der Verabschiedung des jährlichen Haushaltsdekretes durch das Parlament, zu 100% des zu erwartenden Zuschussbetrags als Vorschuss und monatlich in Zwölfteln ausgezahlt.

Im Rahmen der Kofinanzierung des Interreg-Großregion-Projekts „Eifelburgen digital" erhält das ZOG als federführender Projektpartner einen Zuschuss von maximal 195.188,72 EUR.

Haushaltsjahr	Zuschusshöhe
2027	195.188,72 EUR
2028	0 EUR

Dieser entspricht 40 % der förderfähigen Projektkosten, die nicht durch EFRE-Fördermittel gedeckt werden. Der Zuschuss wird in voller Höhe spätestens zum 31. Januar 2027 ausgezahlt. Die endgültige Abrechnung der Kofinanzierung erfolgt auf Grundlage der tatsächlich angefallenen, nachgewiesenen und von den Interreg-Programmbehörden als förderfähig anerkannten Projektkosten.

Die Zuschüsse werden zu Lasten des Haushaltes der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Organisationsbereich 40, Programm 22, Zuweisung 33.10 ausgezahlt.

TOP 12: Zurverfügungstellung von Empfängern des Eingliederungseinkommens oder der gleichgestellten Sozialhilfe über Artikel 60 §7 mit erhöhter Subvention durch die ÖSHZ mit Sitz im deutschen Sprachgebiet an sozialwirtschaftliche Einrichtungen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet das Rundschreiben bezüglich der Zurverfügungstellung von Empfängern des Eingliederungseinkommens oder der gleichgestellten Sozialhilfe über Artikel 60 §7 mit erhöhter Subvention durch die ÖSHZ mit Sitz im deutschen Sprachgebiet an sozialwirtschaftliche Einrichtungen für das Jahr 2027.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung und die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit werden mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist seit dem 1. Januar 2016 für die im Rahmen der 6. Staatsreform an die Regionen übertragenen Beschäftigungsprogramme zuständig.

Zu diesen gehört die Beschäftigungsmaßnahme Artikel 60 §7- „erhöhte Subvention" zu Gunsten sozialwirtschaftlicher Einrichtungen in Anwendung des Artikels 60§7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren.

Die Förderbeträge zu Gunsten der ÖSHZ, die in Anwendung der vorgenannten Beschäftigungsmaßnahme gewährt werden, werden pro ÖSHZ für die Dauer eines Jahres festlegt.

Der Beschäftigungsminister und die für Sozialökonomie zuständige Ministerin haben zuletzt per Rundschreiben vom 20. Oktober 2025 die Festlegung für das Jahr 2026 vorgenommen. Dabei wurde der Gesamtförderbetrag für die ÖSHZ mit Sitz im deutschen Sprachgebiet auf einen Betrag von 1.177.710 € festgelegt.

Außerdem legte das Rundschreiben den maximalen Zuschussbetrag pro Vollzeitstelle auf 32.369,63 € für das Jahr 2026 fest.

Die der Maßnahme zugrunde liegenden Rechtsgrundlagen bestimmen, dass der neue Förderbetrag jeweils zum 1. Januar zu berechnen ist.

Gemäß denselben Rechtsgrundlagen ist die hier betroffene Subvention an den Schwellenindex der Verbraucherpreise gebunden.

Seit Veröffentlichung des letzten Rundschreibens am 20. Oktober 2025 ist dieser Schwellenindex zweimal erreicht worden.

Aus diesem Grund steigt der maximale Förderbetrag pro Vollzeitstelle um 4 %, das bedeutet von

bisher 32.369,63 € auf 33.677,37 € für das Jahr 2027.

Vor diesem Hintergrund wird auch der Gesamtförderbetrag, der den ÖSHZ mit Sitz im deutschen Sprachgebiet zur Verfügung gestellt wird, um 4 % erhöht. Das bedeutet, dass für die ÖSHZ insgesamt 1.225.289 € im Jahr 2027 für die Zurverfügungstellung von Arbeitnehmern in Anwendung des Artikels 60 §7 mit erhöhter Subvention zugunsten anerkannter sozialwirtschaftlicher Einrichtungen vorgesehen werden.

Der Anteil pro ÖSHZ an diesem Gesamtförderbetrag bleibt unverändert im Verhältnis zu den Vorjahren.

Das Rundschreiben definiert ferner die Bedingungen, die an die Zurverfügungstellung von Artikel 60 §7 mit erhöhter Subvention geknüpft sind.

Zu diesen Konditionen gehört u.a., dass das ÖSHZ auf der im Anhang zum Rundschreiben beigefügten Liste aufgeführt ist. In der Deutschsprachigen Gemeinschaft verfügen alle ÖSHZ über einen Förderbetrag zur Beschäftigung von Artikel 60 §7 mit erhöhter Subvention.

Die Zurverfügungstellung darf nur an anerkannte sozialwirtschaftliche Einrichtungen erfolgen. Ferner muss es sich bei diesen Stellen um zusätzliche Stellen auf Ebene des jeweiligen ÖSHZ und auf Ebene der sozialwirtschaftlichen Einrichtung handeln. Das ÖSHZ ist gehalten, darauf zu achten, dass die sozialwirtschaftliche Einrichtung die Begleitung und Betreuung der Arbeitnehmer gewährleistet.

Schließlich regelt das Rundschreiben die Möglichkeit des Verzichts auf den Förderbetrag eines ÖSHZ zu Gunsten eines anderen ÖSHZ.

Der Öffentliche Programmierungsdienst Soziale Integration (ÖPD SI) gewährleistet weiterhin die Zuschusszahlung als einziger technischer und administrativer Operator, wie es der föderale Gesetzgeber durch Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform bestimmt hat.

Die Auszahlung geschieht wie bisher über die den ÖSHZ bekannte Informatik-Plattform „Nova prima".

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Haushalt 2027 wird mit maximal 1.225.289 € belastet. Die Mittel können über den OB 30 PR 23 ZW 41.10 aufgebracht werden.

Ferner profitiert der Arbeitgeber, sprich das ÖSHZ, von einer Reduzierung der Arbeitgeberlasten zur sozialen Sicherheit bei einer Beschäftigung in Anwendung des Artikels 60 §7.

Diese Zielgruppenermäßigung, die im Verhältnis zum Bruttolohn berechnet wird, wird seit 2016 von der Beschäftigungsdotation abgezogen und somit der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Rechnung gestellt. Diese ist allerdings nicht einfach, genau zu berechnen.

Aus den uns durch das LASS zur Verfügung gestellten Angaben wird nicht differenziert zwischen den LSS-Reduzierungen für klassische „Artikel 60 §7"-Beschäftigungen und denen mit „erhöhter Subvention".

Für das Jahr 2026 schätzt der Fachbereich Beschäftigung, dass die Nutzung von Artikel 60 §7 mit erhöhter Subvention zu LSS-Reduzierungen in Höhe von rund 176.340 € führen kann.

TOP 13: Geschäftsführungsvertrag und Strategie- und Aktionsplan für die Jahre 2027 und 2028 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Leitverband des Ostbelgischen Sports (LOS)

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt den am 13. Oktober 2026 durch den LOS eingereichten Strategie- und Aktionsplan sowie den entsprechenden Geschäftsführungsvertrag für den Zeitraum vom 1. Januar 2027 bis 31. Dezember 2028 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Leitverband des Ostbelgischen Sports, LOS.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird beauftragt den Geschäftsführungsvertrag dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Genehmigung zukommen zu lassen.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Auf ihrer Sitzung vom 29.10.2026 hat die Regierung beschlossen, den Strategie- und Aktionsplan, eingereicht durch den LOS am 13. Oktober 2026 und den entsprechenden Geschäftsführungsvertrag mit dem LOS zu genehmigen. Durch die Verabschiedung des neuen Geschäftsführungsvertrags und dem Strategie- und Aktionsplan werden die Kernaufgaben des LOS aktualisiert und den neuen Herausforderungen angepasst. Anhand des von der Regierung genehmigten Strategie- und Aktionsplans werden die im Sportdekret verankerten Aufgaben des LOS in klar definierten und messbaren Aktionen geplant und umgesetzt. Zudem wird den neuen Vorgaben für mehrjährige Strukturzuschüsse Rechnung getragen.

Vor dem Hintergrund, dass die Förderperiode für die genehmigten Förderprojekte der Sportfachverbände am 31. Dezember 2028 endet, wurde die Laufzeit des Geschäftsführungsvertrags entsprechend angeglichen.

Nach Durchsicht des Geschäftsführungsvertrags durch den juristischen Dienst des Ministeriums,

wird, unter Paragraf 3 Staatsbehilfen, darauf hingewiesen, dass der Zuschuss in Anwendung des DAWI-Beschlusses (2025/2630) der EU-Kommission vom 16. Dezember 2025 erteilt wird.

3. Finanzielle Auswirkungen

Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gehen die jährlichen Zuschüsse von 1.228.000,00 Euro für das Jahr 2027 und 1.239.000,00 € für das Jahr 2028 zu Lasten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Organisationsbereich 40, Programm 16 unter der Zuweisung 33.42 (Zuschüsse an den LOS).

TOP 14: Abänderungsvorschläge zum Programmdekretentwurf 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung die Abänderungsvorschläge zum Programmdekretentwurf 2026.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 26 §2 Absatz 1 des Gesetzes vom 3. Dezember 2017 zur Schaffung der Datenschutzbehörde das Gutachten der Datenschutzbehörde in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret vom 1. März 2021 über die Mediendienste und die Kinovorstellungen (im Folgenden „Mediendekret") enthält verschiedene Verpflichtungen für Anbieter von Mediendiensten und regelt insbesondere deren Meldung beim Medienrat.

Der vorliegende Abänderungsvorschlag zielt darauf ab, die im Mediendekret vorgesehene Meldepflicht gegenüber dem Medienrat anzupassen und auf Mediendiensteanbieter auszuweiten, die bislang nicht der Anwendung dieser Meldepflicht unterliegen. Dadurch soll eine kohärente Erfassung der verschiedenen Mediendiensteanbieter ermöglicht und dem Medienrat die wirksame Überprüfung der für diese Anbieter geltenden Verpflichtungen erleichtert werden.

Darüber hinaus werden einzelne Bestimmungen des Mediendekrets an Änderungen des einschlägigen rechtlichen Rahmens angepasst.

Die betreffenden Bestimmungen waren bereits Gegenstand des Vorentwurfs des Programmdekrets 2026. Bei seiner Begutachtung stellte der Staatsrat jedoch fest, dass zu diesen Bestimmungen im Vorfeld das Gutachten der Datenschutzbehörde anzufragen gewesen wäre. Dieser Schritt soll durch den vorliegenden Abänderungsvorschlag nachgeholt werden.

Kommentar zu den Artikeln

Artikel 111.1 (neu)

Durch diese Änderung im Mediendekret wird verdeutlicht, dass die über den Artikel 111.3 des vorliegenden Abänderungsvorschlags eingeführte Meldepflicht für alle Anbieter von Mediendiensten gilt.

Artikel 111.2 (neu)

Die Bestimmungen in Artikel 7 des Mediendekrets gelten für alle Anbieter von Mediendiensten, d.h. für nicht-wirtschaftliche sowie wirtschaftliche Mediendienste.

Die Artikel XII.19 und XII.20 des Wirtschaftsgesetzbuches wurden mit dem Gesetz vom 21. April 2024 zur Durchführung der Verordnung (EU) 2022/2065 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einen Binnenmarkt für digitale Dienste und zur Änderung der Richtlinie 2000/31/EG, zur Abänderung von Buch XII und Buch XV des Wirtschaftsgesetzbuches und zur Abänderung des Gesetzes vom 17. Januar 2003 über das Statut der Regulierungsinstanz des belgischen Post- und Telekommunikationssektors aufgehoben beziehungsweise ersetzt. Der Verweis auf diese Artikel wird dementsprechend in Artikel 7 §3 gestrichen.

Artikel 111.3 (neu)

Artikel 8 des Mediendekrets verpflichtet private Mediendiensteanbieter für jeden Mediendienst, den sie anzubieten beabsichtigen, einer Meldepflicht beim Medienrat nachzukommen. Der Medienrat bestätigt den Empfang der Meldung. Der Anbieter darf die Tätigkeit frühestens am Tag nach dem Empfang dieser Bestätigung aufnehmen. Die Praxis zeigt jedoch, dass zahlreiche Anbieter diese Meldung erst zu einem Zeitpunkt vornehmen, zu dem sie ihre Tätigkeit bereits aufgenommen haben und somit ihre wirtschaftliche Aktivität nachweisen können. Um dieser tatsächlichen Gegebenheit Rechnung zu tragen, wird Artikel 8 §1 dahingehend präzisiert. Dadurch ist es privaten Mediendiensteanbietern künftig nicht mehr ausdrücklich untersagt, ihre Tätigkeit bereits vor der Meldung beim Medienrat aufzunehmen.

Derzeit unterliegen ausschließlich wirtschaftliche Mediendienste gemäß Artikel 8 einer Meldepflicht gegenüber dem Medienrat. Künftig sollten auch nicht-wirtschaftliche Mediendienste verpflichtet werden, eine Meldung mit Mindestangaben gemäß der Richtlinie 2010/13/EU über audiovisuelle Mediendienste abzugeben, damit der Medienrat die in Artikel 7 §2 vorgesehenen Verpflichtungen wirksam überprüfen kann. Durch das Hinzufügen eines neuen §1.1 wird also die Überprüfung erleichtert, die der Medienrat bereits derzeit in der Praxis durchführt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 16: Abänderung der internen Geschäftsordnung des gemischten Berufungsausschusses

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Geschäftsordnung des im Zusammenarbeitsabkommen vom 14. November 2019 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Ausübung der Zuständigkeiten im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche genannten gemischten Berufungsausschusses.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der gemischte Berufungsausschuss, der laut Zusammenarbeitsabkommen vom 14.11.2019 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Ausübung der Zuständigkeiten im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche zuständig ist, um über Beschwerden gegen die Beschlüsse über Globalgenehmigungsanträge im deutschen Sprachgebiet zu entscheiden, hat beschlossen, die bestehende Geschäftsordnung anzupassen.

Der gemischte Berufungsausschuss setzt sich aus den Ministern der Wallonischen Regierung, die für Umwelt und Mobilität zuständig sind, sowie aus dem Minister der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der für Raumordnung und Städtebau zuständig ist, oder deren Beauftragten zusammen.

Die vorgeschlagenen Abänderungen ergeben sich zum einen aus den zwischenzeitlichen Entwicklungen der einschlägigen Gesetzgebung und zum anderen aus den Erfahrungen, die bei der Anwendung der Geschäftsordnung in den vergangenen sechs Jahren gesammelt wurden.

Da die sogenannte „integrierte Genehmigung" nicht mehr besteht, sind sämtliche diesbezüglichen Bestimmungen und Verweise aus dem Text zu entfernen.

Zudem wird festgelegt, dass der für Raumordnung zuständige Minister der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Vorsitz des gemischten Berufungsausschusses dauerhaft wahrnimmt.

Ferner ist vorgesehen, dass jede neu gebildete Regierung die vorliegende Geschäftsordnung innerhalb eines Jahres nach ihrem Amtsantritt billigt.

Darüber hinaus wird ausdrücklich festgehalten, dass die Äußerungen und Stellungnahmen der Mitglieder des Ausschusses der Vertraulichkeit unterliegen.

Schließlich wird klargestellt, dass bei ausbleibender Einigung weitere Sitzungen einberufen werden können, um eine Beschlussfassung herbeizuführen.

Abschließend werden noch kleinere formale Abänderungen eingefügt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 18: Dekretentwurf zur Abänderung gewisser Bestimmungen zur Abwesenheit wegen Krankheit sowie zur Wiedereingliederung nach Abwesenheit wegen Krankheit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Abänderung gewisser Bestimmungen zur Abwesenheit wegen Krankheit sowie zur Wiedereingliederung nach Abwesenheit wegen Krankheit.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird beauftragt, den Dekretentwurf dem Parlament zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Im Dekret vom 30. Juni 2003 über Maßnahmen im Unterrichtswesen 2003 werden einige Modalitäten rund um die Abwesenheit wegen Krankheit oder Gebrechen und die verschiedenen Formen der Wiedereingliederung nach Krankheit vorgenommen. Hintergrund dieser Anpassungen ist vornehmlich die Tatsache, dass infolge der Pensionierung der bezeichneten Kontrollärztin bislang kein neuer Kontrollarzt gefunden werden konnte, sodass einige Verfahrenswege in diesem Zusammenhang anzupassen sind.

Da die Regierung bestrebt ist, wieder einen Kontrollarzt zu bezeichnen, möchte sie die bisher gültigen Bestimmungen des Melde- und Kontrollverfahrens nicht gänzlich aufheben. Vor diesem Hintergrund folgt die Regierung der allgemeinen Bemerkung des Staatsrates und sieht im Dekretentwurf Abweichungsregelungen vor, die in dem Fall, dass kein Kontrollarzt bezeichnet ist, Anwendung finden.

Konkret werden folgende Anpassungen vorgeschlagen:

- Ist kein Kontrollarzt bezeichnet, so ist ein Personalmitglied, das mehrtägig wegen Krankheit abwesend ist, verpflichtet, sich umgehend, spätestens aber am zweiten Tag der Abwesenheit, eine Bescheinigung

vom behandelnden Arzt oder von der behandelnden Hebamme ausstellen zu lassen, die mindestens folgende Angaben enthält:

- Name und Vorname des Personalmitglieds;
- Beginn und Ende der verordneten Arbeitsunfähigkeit; diese Dauer darf einen Zeitraum von höchstens drei Monaten nicht überschreiten;
- Datum der Ausstellung des Dokuments;
- Unterschrift des behandelnden Arztes oder der behandelnden Hebamme;
- Stempel oder gleichwertige Identifikation des behandelnden Arztes oder der behandelnden Hebamme.

Die Bescheinigung ist dem Schulleiter beziehungsweise dem Direktor oder bei dessen Abwesenheit seinem Stellvertreter umgehend zu übermitteln.

Eine Bescheinigung, die nicht den hierüber angeführten Vorgaben entspricht oder die mehr als drei Kalendertage nach dem in der Bescheinigung angeführten Beginn der Arbeitsunfähigkeit ausgestellt wurde, ist nicht gültig und die Abwesenheit des Personalmitglieds gilt als ungerechtfertigt.

- Bis zum Beginn des Mutterschaftsurlaubs werden Krankheitstage, die in unmittelbarem Zusammenhang mit der Schwangerschaft des Personalmitglieds stehen, nicht vom Krankheitstagekontingent des Personalmitglieds abgezogen. Bislang wurde dieser Zusammenhang durch den Kontrollarzt bestätigt. Künftig ist dieser Zusammenhang durch den behandelnden Arzt auf dem einzureichenden ärztlichen Attest zu bescheinigen, damit kein Abzug von Urlaubstagen wegen Krankheit oder Gebrechen erfolgt.
- Einem definitiv ernannten oder einem auf unbestimmte Dauer bzw. auf unbestimmte Dauer ab Dienstbeginn zeitweilig bezeichneten Personalmitglied, das mehr als 15 Tage krank ist, seinen Dienst weniger als 30 Tage vor den Sommerferien bzw. zehn Tage vor den anderen Schulferien wieder aufnimmt und seinen Dienst weniger als 15 Tage nach den Schulferien erneut für mindestens zehn Tage unterbricht, befindet sich während der betreffenden Ferienperiode und der sie einschließenden Wochenenden im Urlaub oder zur Disposition wegen Krankheit oder Gebrechen. Während dieser Ferienperiode werden ihm folglich Urlaubstage wegen Krankheit oder Gebrechen abgezogen, es sei denn, der behandelnde Arzt bescheinigt, dass die Arbeitsunfähigkeit nach den Schulferien aufgrund einer Diagnose erfolgt, die nicht in medizinischem Zusammenhang zur Diagnose steht, die der Arbeitsunfähigkeit vor den Schulferien zugrunde lag. Bislang oblag es dem Kontrollarzt über diesen Zusammenhang zu befinden.
- Einem Personalmitglied, das während der Ausübung seines Amtes Opfer einer mutmaßlichen Straftat wird und in der Folge wegen Krankheit abwesend ist, werden keine Urlaubstage wegen Krankheit oder Gebrechen abgezogen, insofern die Staatsanwaltschaft Anklage gegen den mutmaßlichen Täter erhoben hat und der behandelnde Arzt bescheinigt, dass die Arbeitsunfähigkeit des Personalmitglieds in unmittelbarem Zusammenhang mit dieser mutmaßlichen Straftat steht. Bislang oblag es dem Kontrollarzt über diesen Zusammenhang zu befinden.
- Da Personalmitglieder, die längerfristig wegen Krankheit oder Gebrechen abwesend sind, unter Beachtung bestimmter Fristen zur Überprüfung des Gesundheitszustands bei der Arbeitsmedizin vorgeladen werden, insbesondere um auszuloten, ob eine Wiedereingliederung des Personalmitglieds möglich ist, sieht eine neue Bestimmung vor, dass das wegen Krankheit oder Gebrechen abwesende Personalmitglied der vom Gefahrenverhütungsberater-Arbeitsarzt ausgesprochenen Einladung zur Überprüfung des Gesundheitszustands Folge leisten muss. Kommt es dieser Einladung ohne triftigen Grund nicht nach, verliert es sein Recht auf Gehalt oder Wartegehalt, bis es einer erneuten Einladung nachkommt.
- Dem wegen Krankheit oder Gebrechen abwesenden Personalmitglied ist es nicht gestattet, einer nebenberuflichen gewinnbringenden Tätigkeit nachzugehen.
- In den Modalitäten rund um die Gewährung der stundenweisen Wiedereingliederung in den Schulalltag oder des Urlaubs wegen verringerter Dienstleistungen zur beruflichen Wiedereingliederung im Anschluss an eine Langzeiterkrankung wird festgelegt, dass bei Nichtbezeichnung eines Kontrollarztes die in den jeweiligen Verfahrenswegen festgelegte Mitwirkung des Kontrollarztes entfällt. In beiden Fällen entscheidet der Arbeitgeber, ob er dem vom Personalmitglied auf Vorschlag des behandelnden Arztes eingereichten Antrag auf progressive Wiederaufnahme des Dienstes stattgibt. Die Wiedereingliederung erfolgt auf Grundlage eines Wiedereingliederungsplans, der gemeinsam vom behandelnden Arzt, vom Arbeitgeber und vom Personalmitglied erarbeitet wird.

Zudem schlägt die Regierung vor, das bestehende Kapitel zur Vertraulichkeit und zum Datenschutz

anzupassen. Die Regierung schlägt vor, die Kategorien personenbezogener Daten, die die Regierung, der Kontrollarzt, der Schulträger/Arbeitgeber und der Schulleiter bzw. sein Stellvertreter im Rahmen ihres gesetzlichen Auftrags verarbeiten dürfen, ausdrücklich im Dekret festzulegen. Die Verarbeitung der Daten ist im Rahmen eines gesetzlichen bzw. dekretal geregelten Beschäftigungs- und Dienstverhältnisses im Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft erforderlich und ist aufgrund von Artikel 6 Absatz 1 Buchstaben b) und e) der Datenschutz-Grundverordnung rechtmäßig, wobei die Verarbeitung der Daten der unter Arbeitsvertrag eingestellten Personalmitglieder in den Anwendungsbereich von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b) und die Verarbeitung der Daten der aufgrund eines Dienstrechts eingestellten Personalmitglieder in den Anwendungsbereich von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe e) fallen. Ebenfalls schlägt die Regierung vor, die Verarbeitungszwecke jeder Datenkategorie detailliert festzulegen. Für jede aufgeführte Datenkategorie wird auf die relevanten Artikel verwiesen, in denen der entsprechende Zweck aufgeführt wird. Die Verarbeitung der Daten ist erforderlich, um gesetzliche und dekretale Verpflichtungen im Bereich des Personal-, Arbeits- und Sozialrechts zu erfüllen, den Gesundheits- und Mutterschutz sicherzustellen, Dienstabwesenheiten korrekt zu verwalten, Ansprüche auf verschiedene Urlaube und Wiedereingliederungen zu berechnen, die Arbeitsfähigkeit festzustellen und die Kontinuität des Schulbetriebs zu gewährleisten. Dabei wird stets der Grundsatz der Datenminimierung gemäß Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe c) der Datenschutz-Grundverordnung gewahrt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

---

108. Sitzung vom 21. Oktober 2026

TOP 3: Dekretentwurf zur Zustimmung zu dem Rahmenabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen, geschehen zu Brüssel am 29. März 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Zustimmung zu dem Rahmenabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen, geschehen zu Brüssel am 29. März 2023.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird beauftragt, den Entwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Zum Inhalt des Rahmenabkommens

Vorliegendes Rahmenabkommen – nachstehend Abkommen genannt - zielt darauf ab, eine solide Rechtsgrundlage für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen zwischen Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg zu schaffen (siehe Artikel 1).

Durch vorliegendes Abkommen werden außerdem sowohl administrative als auch rechtsregulatorische Hürden abgebaut.

Der Geltungsbereich des Abkommens umfasst das Großherzogtum Luxemburg und auf belgischer Seite die Provinz Luxemburg und den Bezirk Verviers. Zielgruppe sind die Personen, die Anspruch auf Leistungen der luxemburgischen oder belgischen Krankenversicherung haben und die in diesem Gebiet wohnen oder sich dort vorübergehend aufhalten (siehe Artikel 2).

Es bindet alle laufenden und zukünftigen Projekte im Gesundheitsbereich in einen einheitlichen Rahmen ein. Dieser Rahmen bildet die Grundlage für die weitere Verbesserung der Gesundheitsversorgung der Bevölkerung im Grenzgebiet. Insbesondere die Kontinuität und die Optimierung der Gesundheitsversorgung sowie der Wissensaustausch sollen gewährleistet bzw. gefördert werden. Die Lehren aus der jüngsten Gesundheitskrise werden dabei ebenfalls berücksichtigt.

Es regelt die Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Gesundheitseinrichtungen und Gesundheitsversorgern auf diesem Gebiet, insbesondere die Bedingungen und Modalitäten für den Einsatz dieser Einrichtungen und die Patientenversorgung.

Die Vertragsparteien schließen dazu eine Verwaltungsvereinbarung ab, welche die Modalitäten künftiger Kooperations- beziehungsweise Zusammenarbeitsabkommen bestimmt.

Diese Kooperations- bzw. Zusammenarbeitsvereinbarungen sollen insbesondere praktische Regelungen in folgenden Bereichen umfassen:

1. im Bereich der grenzüberschreitenden Tätigkeit der im Gesundheitsbereich Beschäftigten, insbesondere was die rechtlichen Aspekte dieser Tätigkeiten betrifft,
2. hinsichtlich der Organisation des Krankentransports in nicht dringenden Fällen und
3. hinsichtlich der Gewährleistung der Kontinuität der Gesundheitsversorgung, insbesondere was die Aufnahme und Information der Patienten betrifft,
4. hinsichtlich der Festlegung von Kriterien für die Bewertung und Überwachung der Qualität und Sicherheit der Gesundheitsversorgung sowie
5. bezüglich der Durchführung koordinierter Maßnahmen in den Bereichen Prävention und

Gesundheitsförderung, psychische Gesundheit, Rehabilitation und Langzeitpflege.

Die Vereinbarungen zur Zusammenarbeit werden von den zuständigen Behörden oder Einrichtungen der jeweiligen Vertragsparteien geschlossen, die für den Zugang zur Gesundheitsversorgung, zur sozialen Sicherheit sowie zur Prävention und Gesundheitsförderung verantwortlich sind (siehe Artikel 3 und Artikel 8).

Weiter verpflichtet das Rahmenabkommen die Regierungen beider Staaten dazu, Maßnahmen zur Erleichterung des grenzüberschreitenden Zugangs zu Gesundheitsleistungen festzulegen. Dies betrifft insbesondere Notfallsituationen, nicht dringende Krankentransporte sowie den Einsatz medizinischer und paramedizinischer Teams in Grenzregionen. Die Umsetzung erfolgt in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden unter Beachtung der Zuständigkeiten der Vertragsparteien sowie der internen Zuständigkeitsverteilung auf belgischem Gebiet (siehe Artikel 4).

Grundsätzlich gelten die Bestimmungen der EU-Verordnungen zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit, wonach die Erstattung von Leistungen auf der Grundlage der Sätze des Staates erfolgt, in dessen Hoheitsgebiet die Leistung erbracht wurde. Daneben sieht das Abkommen unter bestimmten Voraussetzungen die Möglichkeit einer spezifischen Tarifgestaltung auf Grundlage einer zu schließenden Vereinbarung vor (siehe Artikel 5).

Das Abkommen stellt schließlich klar, dass die rechtlichen Regeln zum ärztlichen Haftungsrecht des Landes gelten, in dem die Leistungen erfolgen. Des Weiteren stellt es die versicherungsrechtlichen Bestimmungen zur Schadensabdeckung im Haftungsfall klar (siehe Artikel 6).

Es wird eine gemischte Kommission eingesetzt, die sich aus Vertretern der jeweils zuständigen nationalen Behörden zusammensetzt. Auf belgischer Seite sind dies der Föderalstaat (Soziale Sicherheit und öffentliche Gesundheit), die Wallonische Region, die Französische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft. Die Kommission überwacht die Anwendung des Abkommens, kann Änderungen vorschlagen und Schwierigkeiten bei der Anwendung oder Auslegung des Abkommens klären (siehe Artikel 7). Bei Streitigkeiten über individuelle Rechte ist die Kommission in keinem Fall zuständig. In diesem Fall gilt weiterhin der übliche Rechtsweg.

<u>Zur Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft</u>

Es werden Bereiche geregelt, die in die Zuständigkeit der Gemeinschaften fallen (siehe Artikel 5, §1, I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen auf den Artikel 4 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft verweist), so beispielsweise:

- die Organisation des nicht dringenden Krankentransports,
- die Festlegung von Kriterien für die Bewertung und Kontrolle der Qualität und Sicherheit der Gesundheitsversorgung usw.

Bei vorliegendem Abkommen handelt es sich um einen „Gemischten Vertrag" im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 12. Juli 2022 feststellte.

Die Vollmacht zur Unterzeichnung erteilte die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in ihrer Sitzung vom 19. Januar 2023.

Damit das Abkommen in Kraft treten kann, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Zustimmung zum vorliegenden Übereinkommen hat keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 4: Erlass der Regierung zur Finanzierung der Gemeinden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung gewährt den Gemeinden des deutschen Sprachgebietes eine Hauptdotation in Höhe von insgesamt 4.159.442,84 € für das Jahr 2026 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Die vorgesehenen Mittel werden wie folgt unter den einzelnen Gemeinden aufgeteilt:

Amel	262.398,72 €
Büllingen	392.026,53 €
Burg-Reuland	82.380,72 €
Bütgenbach	300.260,36 €
Eupen	1.517.038,23 €
Kelmis	354.595,34 €
Lontzen	91.749,80 €
Raeren	511.287,42 €
Sankt Vith	647.705,72 €

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret vom 15. Dezember 2008 sieht vor, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft den Gemeinden des deutschen Sprachgebietes jährliche Dotationen ausbezahlt.

1) Gemeindedotation

Die Gemeindedotation setzt sich aus einer Einnahmendotation und einer Ausgabendotation zusammen.

Die Einnahmendotation, welche zuerst berechnet wird, basiert auf einem Ausgleichsystem der Gemeindeeinnahmen aus der Zuschlagsteuer auf das Einkommen der natürlichen Personen inklusive der Ausgleichzahlungen des Großherzogtums Luxemburg. Diese Berechnung basiert auf den Werten der letzten sechs Rechnungsjahre, die zur Verfügung stehen.

Zur Berechnung des Ausgleiches sind der durchschnittliche Ertrag pro Einwohner pro Zuschlaghundertstel für den Zeitraum dieser letzten sechs Jahre einer Gemeinde sowie der durchschnittliche Ertrag pro Einwohner pro Zuschlaghundertstel dieser letzten sechs Jahre für die Gesamtheit der neun deutschsprachigen Gemeinden zu ermitteln.

Für die Berechnung dieser Durchschnittserträge sind jeweils die Einwohnerzahlen sowie die Einnahmen aus der Zuschlagsteuer auf das Einkommen der natürlichen Personen einer Gemeinde aus den letzten sechs Jahre zu addieren und für denselben Zeitraum die Durchschnittssteuersätze pro Gemeinde und für die Gesamtheit der neun deutschsprachigen Gemeinden zu berechnen. Für die Berechnung dieser Durchschnittssteuersätze müssen die einzelnen Steuersätze einer Gemeinde mit der Einwohnerzahl eines Jahres dieser Gemeinde gewichtet werden.

Den durchschnittlichen Ertrag pro Einwohner pro Zuschlaghundertstel pro Gemeinde erhält man, indem man die Summe der Einnahmen durch die Summe der Einwohner sowie den Durchschnittssteuersatz der Gemeinde teilt. Für die Gesamtheit der Gemeinden der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist die Berechnungsweise identisch.

Liegt der Ertrag pro Einwohner pro Zuschlaghundertstel einer Gemeinde für den Zeitraum der letzten sechs Jahre niedriger als der Durchschnittsertrag der neun deutschsprachigen Gemeinden, so erhält diese Gemeinde einen Ausgleich. Die Höhe dieses Ausgleichs ergibt sich, indem man die Differenz zwischen dem Durchschnittsertrag pro Einwohner pro Zuschlaghundertstel der Gemeinde und dem Durchschnittsertrag der neun deutschsprachigen Gemeinden mit der Durchschnittseinwohnerzahl der Gemeinde und dem Durchschnittssteuersatz der Gemeinde aus den letzten sechs Jahren multipliziert.

Für 2026 bedeutet dies, dass die Gemeinden den Wert ihrer Kompensationsberechnung für die Jahre 2019 bis 2024 erhalten.

Nach Berechnung der Einnahmendotationen und Abzug dieser Mittel aus dem Gesamttopf und dem Abzug der vorgesehenen Unterhaltsdotation, werden die Beträge einer Ausgabendotation anhand eines Verteilerschlüssels berechnet.

Die Ausgabendotation basiert auf Kriterien, für die ebenfalls der Durchschnitt der sechs letzten vorliegenden Jahreswerte berücksichtigt wird. Im Einzelnen handelt es sich um fünf Bedürfniskriterien mit unterschiedlicher Gewichtung:

- Allgemeine Bedürfnisse – Basisdotation zu gleichen Teilen: 5%
- Allgemeine Bedürfnisse – Einwohnerdotation: 45%
- Zentralität – Anzahl Arbeitnehmer: 20%
- Streuung der Bevölkerung – Gemeindefläche: 15%
- Soziales und urbaner Charakter – Anzahl Arbeitslose: 15%

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Dotationen in Höhe von insgesamt 4.159.442,84 € werden angerechnet auf die Kredite, die im OB 20 – PR 14 – ZW 43.21 (Gemeindedotation) des Haushaltes 2026 eingetragen sind. Im Dezember, nach der zweiten Haushaltsanpassung, ist eine zusätzliche Auszahlung geplant, um die im Dekret eingetragene Summe von 7.000.683,59 € zu erreichen. Die Abrechnung, um die Unterschiede zwischen Haushaltsmittel und Dekret auszugleichen wird 2027 durchgeführt.

TOP 5: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung verschiedener dienstrechtlicher Bestimmungen betreffend das Personal des Ministeriums und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter Lesung den Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung verschiedener dienstrechtlicher Bestimmungen betreffend das Personal des Ministeriums und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Seit einigen Jahren steigt die Zahl Ausfalltage aufgrund chronischer oder psychischer Krankheiten sowie die Zahl langfristiger Arbeitsunfähigkeiten.

konstant an. Im September 2024 startete das Ministerium ein Pilotprojekt zur Begleitung von Mitarbeitern, die seit mindestens 4 Wochen krankgeschrieben sind. Dabei fällt auf:

Für krankheitsbedingt abwesende vertragliche Personalmitglieder des Ministeriums besteht bereits die Möglichkeit, die Arbeit längerfristig teilzeitig und für eine flexible Anzahl Stunden wieder aufzunehmen. Dieses Angebot wird rege in Anspruch genommen und kann für das Personalmitglied ein wichtiger Schritt im Genesungsprozess sein.

Für statutarische Personalmitglieder ist die Wiederaufnahme nur eingeschränkt für 19 Wochenstunden und für einen begrenzten Zeitraum von max. 3 Monaten alle 10 Jahre möglich.

Die vorliegenden Anpassungen des **Erlasses der Regierung vom 27. Dezember 1996 zur Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Regelung der Anwerbung, der Laufbahn und der Besoldung der Beamten** zielen mitunter darauf ab, auch für statutarische Personalmitglieder die Möglichkeit einer behutsamen und nachhaltigen Wiedereingliederung nach einer Erkrankung zu schaffen. Die strukturellen Hemmnisse bei stundenweiser Wiederaufnahme (enge zeitliche Befristung, kein finanzieller Anreiz) sollen abgebaut werden.

Folgende Anpassungen bezüglich des Krankheitsurlaubs und der Wiedereingliederung werden vorgenommen:

- Die Modalitäten der teilzeitigen Wiederaufnahme werden flexibilisiert. Künftig können statutarische Personalmitglieder, die sich im Krankheitsurlaub befinden und die die Arbeit teilzeitig wieder aufnehmen können und möchten, ihre Arbeit nicht nur halbzeitig für 19 Stunden, sondern auch teilzeitig für 9,5 oder 28,5 Stunden aufnehmen.

Die im Vergleich zum Vollzeitäquivalent nicht geleisteten Stunden werden proportional vom zur Verfügung stehenden Krankheitskapital abgezogen. Zudem wird die bislang geltende Begrenzung der teilzeitigen Wiederaufnahme von drei Monaten je zehn Jahre Dienstzugehörigkeit aufgehoben.

Für die tatsächlich geleisteten Stunden erhält das Personalmitglied sein reguläres Gehalt. Für die nicht geleisteten Stunden gilt:

  - Solange Krankheitskapital zur Verfügung steht, wird das volle Gehalt gezahlt.
  - Ist das Krankheitskapital erschöpft, wird für die nicht geleisteten Stunden ein Wartegehalt von 60% des Referenzgehalts gezahlt. Das Referenzgehalt bezieht sich auf den letzten vor der Krankheit tatsächlich voll geleisteten Monat.

Das Gehalt in der Zeit der teilzeitigen Wiederaufnahme oder das ausgezahlte Wartegehalt beträgt maximal das vor der Krankheit ausgezahlte Gehalt eines tatsächlich geleisteten Monats.

- Zur Finanzierung der o.e. Flexibilisierung wird die Kumulierbarkeit nicht in Anspruch genommener Krankheitstage auf 180 Kalendertage begrenzt. Statutarische Personalmitglieder, deren Krankheitskapital sich am 1. Januar 2027 auf mehr als 180 Tage beläuft, übertragen dieses Kapital. Sie bauen jedoch kein neues Kapital auf, solange es über diesem Wert liegt.
- Ein statutarisches Personalmitglied, das sich in Krankheitsurlaub befindet und je nach Situation ein Wartegehalt erhält, wird systematisch vom arbeitsmedizinischen Dienst zur Evaluierung des Arbeitspotentials oder zur Wiedereingliederung eingeladen. Gleichzeitig wird über die Arbeitsordnungen der jeweiligen Einrichtungen auch eine interne Prozedur zur Wiedereingliederung von Personalmitglieder vorgesehen.
- Zum besseren Verständnis und erleichterten Anwendung für die Betroffenen wird das Krankenkapital zukünftig in Kalendertagen und nicht mehr in Arbeitstagen ermittelt. Ein Beamter erhält künftig für ein voll geleistetes Jahr ein Krankenkapital von 30 Tagen.

Zudem werden im selben Erlass folgende Anpassungen bezüglich Sonderurlaube vorgenommen:

- In Anlehnung an den Königlichen Erlass vom 9. Juni 2024 « modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat concernant un congé de circonstances en cas de perte de grossesse » und an Regelungen anderer Teilstaaten haben sowohl die Mutter und als auch das Mit-Elternteil künftig bei einer Fehlgeburt vor dem 181. Tag einer Schwangerschaft Anrecht auf zwei Tage Sonderurlaub. Dieser wird auf einfache Mitteilung des Personalmitglieds gewährt und erfolgt ohne Notwendigkeit einer vorherigen Mitteilung der Schwangerschaft.
- Um der tatsächlichen zeitlichen Beanspruchung der Mandate als Bürgermeister, Schöffe oder Präsident eines Sozialhilferats Rechnung zu tragen, wird die derzeit geltende teilzeitige Beurlaubung zur Ausübung dieser Mandate ab dem Moment der nächstfolgenden vollständigen Erneuerung der Gemeinderäte durch einen vollzeitigen politischen Urlaub ersetzt.

Der Erlassentwurf beinhaltet ebenfalls den Vorschlag, dass bei Bedarf künftig die Regierung auch die Schaffung eines Referates beschließen kann,

das organisatorisch direkt einem Direktionsratsmitglied untersteht. Dies ermöglich die Schaffung oder Neuzuordnung von organisatorischen Einheiten für Themenschwerpunkte, die direkt dem Generalsekretär, seinen Stellvertretern oder einem (Verwaltungs)direktor unterstehen.

Der vorliegende Entwurf sieht darüber hinaus Abänderungen zur administrativen Vereinfachung, Kohärenz oder Präzisierung bestehender Regelungen vor:

- Die Bedingungen zur Genehmigung einer nebenberuflichen Tätigkeit werden präzisiert. Eine Genehmigung auf nebenberufliche Tätigkeit wird von Rechts wegen ausgesetzt, wenn das Personalmitglied krankheitsbedingt abwesend ist oder sich in einer teilzeitigen Wiederaufnahme von weniger als 51% der vereinbarten Arbeitszeit befindet.
- Die bestehenden Regeln zur Zusammensetzung und Organisation des Widerspruchsauschusses bei Disziplinarverfahren haben sich in der Praxis als unzureichend erwiesen und werden mit der vorliegenden Anpassung konkretisiert. Die neuen Bestimmungen sorgen für klarere Vorgaben und effizientere Verfahren.
- Fachbereichs- und Referatsleiter erhalten von Rechts wegen für die Dauer ihrer Bestellung die Zulage für Führungs- und Leitungskräfte. Die Zulage wird gestrichen, wenn das Personalmitglied kein unmittelbar Vorgesetzter anderer Personalmitglieder ist und somit keine Führungsaufgaben mehr wahrnimmt. Die Bestellung als Fachbereichs- oder Referatsleiter endet von Rechts wegen, wenn das Personalmitglied ein hierarchisch höher liegendes Mandat übernimmt. Die Kündigungsfrist eines zurückgetretenen Referats- oder Fachbereichsleiter beginnt am Ersten des auf das Kündigungsschreiben folgenden Monats.
- Er wird präzisiert, dass Personalmitglieder bis zum Erreichen des gesetzlichen Pensionsalters jährlich einen zusätzlichen Urlaubstag erhalten.
- Analog zu den bestehenden Regeln für andere Ausgleichstage und so wie es bereits in der Praxis gehandhabt wird, wird präzisiert, dass der Direktionsrat auch den Ausgleichstag für den Tag der Deutschsprachigen Gemeinschaft festlegt.
- Schwangere oder stillende Personalmitglieder können auch von ihrer behandelnden Hebamme krankgeschrieben werden bzw. eine Bescheinigung für den Stillurlaub erhalten.
- Bestehende Vereinbarungen zur Telearbeit werden bei einer teilzeitigen Wiederaufnahme von Rechts wegen ausgesetzt. Telearbeit kann Bestandteil des Wiedereingliederungsplans sein, sofern sie den Genesungsprozess unterstützt und für die Wiederaufnahme der Arbeit förderlich ist.
- Der Bildungsurlaub kann aktuell nur zum Erwerb eines akademischen Titels beantragt werden. Da auch andere Ausbildungsnachweise (beispielsweise der Gesellen- oder Meisterbrief) Zugang zu den Stufen II+ und II geben, wird präzisiert, dass der Bildungsurlaub auch zum Erwerb dieser Ausbildungsnachweise beantragt werden kann.

Mittels einer Abänderung des Erlasses wurde bereits im September 2025 festgelegt, dass ein Direktionsratsmitglied für die Dauer seines Mandates auf Grundlage der Gehaltstabelle M3 entlohnt wird. Dies galt bisher nur für statutarische Personalmitglieder. Da auch vertragliche Personalmitglieder sich für ein solches Mandat bewerben können, wird im **Erlass der Regierung vom 17. Juli 2003 zur Bestimmung der Rechtsposition des unter Arbeitsvertrag eingestellten Personals des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses** die Entlohnung für ein Mandat als Direktionsratsmitglied präzisiert.

Zur Umsetzung einer Vereinbarung des Sektorenabkommens 2024-2026 wird die finanzielle Aufwertung nach der Beförderung, umgangssprachliche „Klingelbarema", für die Stufen IV und III im **Erlass der Regierung vom 23. Mai 2019 zur Organisation des Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Regelung der Anwerbung, der Laufbahn und der Besoldung der Beamten** vorgesehen. Ebenso werden die o. e. Änderungen am Dienstrecht des Ministeriums aus Kohärenzgründen in das Dienstrecht des BRF übertragen.

Der Verwaltungsausschuss für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung sprach ein positives Gutachten zu dem vorliegenden Abänderungserlass aus. Zu folgenden Punkten wurden Anmerkungen formuliert:

- Bei der teilzeitige Wiederaufnahme der Beamten soll mehr Flexibilität hinsichtlich der zeitlichen Gestaltung in Form von Stundenbasis gegeben werden. Das Krankheitskapital soll nicht in Tagen sondern in Stunden gerechnet werden.
- Bezüglich der Begrenzung des Krankenkapitals darf es im Vergleich zu anderen Beamten der Deutschsprachigen Gemeinschaft wie bspw. den 360 gewährten Tagen im Unterrichtswesen keine Diskrepanzen geben.
- Der Verdienstausfall der durch einen vollzeitigen politischen Urlaub bei einem Amt als Bürgermeister, Schöffe oder Präsident des Sozialhilferats, insbesondere bei kleinen Gemeinden, entsteht, sei nicht tragbar. Dies kann dazu führen, dass Personalmitglieder der Deutschsprachigen Gemeinschaft nicht für diese Mandate zur Verfügung stehen. Zudem seien die im Verwaltungsausschuss dargelegten Erläuterungen

bezüglich möglicher Interessenskonflikte nicht kohärent. Dies soll nicht verallgemeinert werden. Vielmehr sollten in Einzelfällen bei Bedarf interne Wechsel ermöglicht werden.

Der Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben sprach in seiner Stellungnahme ein positives Gutachten zu dem vorliegenden Abänderungserlass aus, mit Ausnahme des Punktes Teilzeitige Wiederaufnahme der Beamten. Der Verwaltungsausschuss schlägt analog zu den vertraglichen Personalmitgliedern eine flexible Handhabung der Stundenanzahl vor.

Im Sektorenausschuss XIX konnte nach Verhandlung am 9. September 2026 kein Einvernehmen erzielt werden.

Die Gewerkschaften begrüßen die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Wiedereingliederung erkrankter Personalmitglieder.

Bezüglich der Deckelung der Krankheitstage wird ein negatives Gutachten ausgesprochen.

Die CSC machte in ihrer Stellungnahme den Vorschlag einer Angleichung der Kumulierung und des Wartegehalts an die Regelung des Unterrichtswesens der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Zudem schlagen sie einen unbefristet voll bezahlen Urlaub zur teilzeitigen Wiederaufnahme der Arbeit vor. Die FGÖD spricht sich gegen eine Reduzierung des Wartegehalts auf 60% aus.

Die Gewerkschaften lehnen den vollzeitigen politischen Urlaub für Bürgermeister, Schöffen und Präsidenten des Sozialhilferates ab, da dieser die individuelle Freiheit einschränke. Die sich daraus ergebenen finanziellen Konsequenzen seien insbesondere für Mandate in kleinen Gemeinden mit entsprechend geringerer Entschädigung für Mandatare zu einschneidend.

Die Gewerkschaften sprechen sich ebenfalls gegen die Aussetzung der nebenberuflichen Tätigkeit bei Krankheit aus, da die Vorgaben die private und berufliche Entfaltung der Personalmitglieder einschränken.

Auf diese Anmerkungen ist wie folgt zu reagieren:

Zur Kumulierung des Krankheitskapitals und zum Vorschlag zur Erhöhung des Wartegeldes auf 70%: Die Regierung ist sich bewusst, dass insbesondere bei schweren oder langwierigen Erkrankungen die Genesungsdauer die Grenze von 180 Tagen überschreiten kann. Die Deckelung der Krankheitstage ist eine Voraussetzung zur Finanzierung der teilzeitigen Wiederaufnahme, die künftig auch für Beamte über einen längeren Zeitraum möglich ist. Mit der Begrenzung des Kapitals schließt sich die Regierung innerbelgischen Entwicklungen an mit dem Ziel, den heutigen Herausforderungen im Bereich der Arbeitsfähigkeit und Wiedereingliederung Rechnung zu tragen. Bereits erworbene Ansprüche langjähriger statutarischer Personalmitglieder bleiben bestehen. Vorliegende Statutanpassung sieht weiterhin ein Wartegehalt von 60% vor. Eine Erhöhung auf 70% ist nicht finanzierbar.

Zu der teilzeitigen Wiederaufnahme: Auch wenn die stundenweise Wiederaufnahme der Arbeit von Beamten interessant ist, würde dies eine administrative Umstellung erfordern, die eine längere Vorbereitungszeit benötigt. Durch die Möglichkeit der gestaffelten Wiederaufnahme geht die Regierung einen ersten Schritt, der abhängig von den Erfahrungen in Zukunft ausgeweitet werden kann.

Der von den Gewerkschaften hinterlegte Vorschlag einer unbefristet vollen Entschädigung bei nur teilzeitiger Arbeitsleistung ist nicht finanzierbar.

Zur Aussetzung der nebenberuflichen Tätigkeit während der Krankheit: Die Genehmigung einer nebenberuflichen Tätigkeit ist an die Beschäftigung im Ministerium gekoppelt. Ist das Personalmitglied arbeitsunfähig, kann der Genesungsprozess durch die Ausübung einer nebenberuflichen Tätigkeit verzögert werden. Durch eine automatische Aussetzung wird zudem eine einheitliche und transparente Regelung gewährleistet.

Zum vollzeitigen politischen Urlaub: Die Regierung ist sich der besonderen Herausforderung von Mandataren kleiner Gemeinden bewusst. Die multiplen Aufgaben der Bürgermeister, Schöffen und Präsidenten des Sozialhilferates haben sich in den vergangenen Jahren stark entwickelt. Von ihnen wird eine andere Verfügbarkeit als vor einigen Jahren erwartet. So traten allein in diesem Jahr im deutschen Sprachgebiet zwei Schöffen aus zeitlichen oder beruflich-privaten Gründen von ihrem Amt zurück (siehe Artikel des Grenz-Echo vom 30. April 2026). Zudem haben gerade Mandate in kleinen Gemeinden ein sehr breites Zuständigkeitsportfolio, was die Versetzung des Beamten in andere Bereiche – unter Berücksichtigung seines Dienstranges und Qualifikation - erfahrungsgemäß erschwert.

Durch den vollzeitigen politischen Urlaub erhält der Beamte den Freiraum, sich ganz dem politischen Engagement zu widmen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die vorgesehenen Maßnahmen führen zu folgenden Auswirkungen auf den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

- Begrenzte Kumulierung der Krankentage und Flexibilisierung des Krankenkapitals

Die finanziellen Auswirkungen sind abhängig vom Krankenkapital, das dem Personalmitglied zum Zeitpunkt der Erkrankung zur Verfügung steht, der Dauer der vollständigen Abwesenheit und der Dauer der teilzeitigen Wiederaufnahme. Geht man davon aus, dass mit angeglichenen Möglichkeiten auch die Laufzeiten der Beamten sich denen der

vertraglichen Mitarbeiter anpassen, beträgt die durchschnittliche Dauer einer teilzeitigen Wiederaufnahme 8 Monate.

Je länger die teilzeitige Wiederaufnahme dauert, um so mehr finanzielle Auswirkungen hat die Maßnahme (bis zu 25% Mehrkosten im Vergleich zu einer vollständigen Abwesenheit bei einer Laufzeit von 3 Jahren). Der Beamte leistet in dieser Zeit teilzeitig seinen Dienst, so dass gleichzeitig weniger Kosten für Ersatz des Mitarbeiters anfallen.

- Sonderurlaub bei Fehlgeburt: es entstehen keine zusätzlichen Ausgaben; der Sonderurlaub führt zu 15,8 nicht geleisteten Arbeitsstunden (bei Teilzeitbeschäftigung pro Rata). Bei durchschnittlichen Personalkosten in Höhe von 40, 52 Euro/ Stunde betragen die Kosten pro Sonderurlaub 640,22 Euro.
- Einführung der 3. Finanziellen Aufwertung („Klingelbarema") im BRF: keine, da es aktuell keinen Beamten in der Stufe III und IV gibt

TOP 6: Aktualisierung der Vertreterdatenbank - Bestellung von neuen Vertretern im Bereich Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, nachfolgende Personen in folgenden Gremien neu zu bestellen:

Gremium	Ehemaliger Vertreter	Neuer Vertreter
Musikakademie – Generalversammlung	Viviane Jost Effektives Mitglied	Michael Kockartz Effektives Mitglied
Musikakademie – Verwaltungsrat	Viviane Jost Effektives Mitglied	Michael Kockartz Effektives Mitglied
Brüsseler Zulassungsausschuss für den bezahlten Bildungsurlaub	Samuel Deneffe Effektives Mitglied	Maelle Mettlen Effektives Mitglied
Studienkreis Schule und Wirtschaft Ostbelgien – Generalversammlung	Samuel Deneffe Effektives Mitglied	Maelle Mettlen Effektives Mitglied
Treffpunkt Job Kelmis / Beschäftigungshaus – Begleitausschuss	Samuel Deneffe Effektives Mitglied Klinkenberg Erwin Effektives Mitglied	Maelle Mettlen Effektives Mitglied Freddy Renier Effektives Mitglied
Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft (WSR)	Samuel Deneffe Beratendes Mitglied / Beobachter	Robert Nelles Beratendes Mitglied / Beobachter

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Aufgrund von Änderungen nach den letzten Kommunalwahlen sowie aufgrund einer neuen Aufgabenverteilung innerhalb des Kabinetts ist es sinnvoll, einige Aufgaben und Zuständigkeiten neu zu verteilen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 7: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. Juli 2017 zur Bestellung der Mitglieder der Begleiträte für das Regelsekundarschulwesen zur Beschulung von erstankommenden Schülern

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. Juli 2017 zur Bestellung der Mitglieder der Begleiträte für das Regelsekundarschulwesen zur Beschulung von erstankommenden Schülern.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch Artikel 93.74 §1 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen wird ein Begleitrat für Schüler, die die Sprachlernklasse einer Sekundarschule im Raum der Gemeinden Eupen, Kelmis, Lontzen und Raeren besuchen und ein Begleitrat für die Schüler, die die Sprachlernklasse einer Sekundarschule im Raum der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith besuchen, eingerichtet, der die bestmögliche schulische Eingliederung der erstankommenden Schüler ermöglichen soll.

Aufgrund einer personellen Veränderung ist eine Abänderung des vorliegenden Erlasses notwendig.

Als Vorsitzender des Begleitrates für die Schüler, die die Sprachlernklasse einer Sekundarschule im Raum der Gemeinden Eupen, Kelmis, Lontzen und Raeren besuchen, wird Herr Christian Köttgen anstelle von Frau Stephanie Palm bestellt.

Als Vorsitzender des Begleitrates für die Schüler, die die Sprachlernklasse einer Sekundarschule im Raum der Gemeinden Amel, Büllingen, Burg-Reuland, Bütgenbach und Sankt Vith besuchen, wird Herr Christian Köttgen anstelle von Frau Stephanie Palm bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Vertretung der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Allgemeinen Rat und im Versicherungsausschuss des Landesinstitutes für Kranken- und Invalidenversicherung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung stimmt dem Entwurf des Königlichen Erlasses zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996, hinsichtlich der künftigen Vertretung der Teilstaaten mit beratender Stimme im Allgemeinen Rat und im Versicherungsausschuss des Landesinstitutes für Kranken und Invalidenversicherung, zu.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Im Rahmen einer seit längerem geplanten Reform sollen die Gemeinschaften beziehungsweise die Regionen, insofern sie die Zuständigkeit der Gemeinschaft übernommen haben, künftig mit beratender Stimme im Allgemeinen Rat und im Versicherungsausschuss des Landesinstitutes für Kranken- und Invalidenversicherung vertreten sein.

Der **Allgemeine Rat** ist eines der zentralen Organe der Kranken- und Invalidenversicherung und befasst sich mit strategischen, organisatorischen und finanziellen Fragen der Gesundheitspflegeversicherung. Er legt die allgemeine Politik sowie das Gesamtbudget fest.

Vertreten im Allgemeinen Rat sind die Arbeitgeberorganisationen, Arbeitnehmerorganisationen, Organisationen der Selbständigen, Vertreter der föderalen Regierung sowie die Krankenkassen.

Vertreter derjenigen, die die Finanzierung der Versicherung sicherstellen, nämlich die Arbeitgeber, die Arbeitnehmer, die Selbständigen sowie die Vertreter der Regierung, verfügen in diesem Rat über drei Viertel der Mandate**.**

Die Versicherungsträger (Krankenkassen) verfügen über ein Viertel der Mandate. Die Vertreter der Leistungserbringer im Gesundheitswesen sowie künftig die Teilstaaten besitzen innerhalb dieses Rates lediglich eine beratende Stimme**.**

Der **Versicherungsausschuss** arbeitet die sektoriellen Budgetvorschläge aus und verwaltet die konkrete Umsetzung der Vereinbarungen mit den Gesundheitsfachkräften.

Vertreten im Versicherungsausschuss sind die Krankenkassen sowie Leistungserbringer im Gesundheitswesen, darunter insbesondere Ärzte, Zahnärzte, Apotheker, Kinesiotherapeuten, Krankenhäuser und weitere Gesundheitsberufe.

Die Krankenkassen und die Leistungserbringer sind zu gleichen Teilen vertreten. Die Sozialpartner (Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertreter) nehmen wie künftig die Teilstaaten mit beratender Stimme teil.

Nach inhaltlicher Abstimmung zwischen dem Föderalstaat und den Gemeinschaften liegt nun ein Entwurf eines Königlichen Erlasses vor, der die zahlenmäßige Aufteilung der Vertretungen der Teilstaaten in den beiden Gremien definiert.

Dieser Entwurf sieht die Ernennung von acht effektiven Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern vor. Die Verteilung der Sitze ist wie folgt: 3 Sitze für die Flämische Gemeinschaft, 1 Sitz für die Französische Gemeinschaft, 1 Sitz für die Deutschsprachige Gemeinschaft, 1 Sitz für die Wallonische Region, 1 Sitz für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission Brüssel und 1 Sitz für die französische Gemeinschaftskommission Brüssel.

Der Erlassentwurf enthält keine detaillierten Vorgaben zum beruflichen Hintergrund der Vertreter. Daher können sowohl Personen aus Verwaltungen als auch Fachleute mit spezifischer Expertise vorgeschlagen werden.

Nach der prinzipiellen Zustimmung aller Regierungen wird das Kabinett des föderalen Gesundheitsministers die weiteren Schritte bis zur Veröffentlichung übernehmen. Anschließend werden die Teilstaaten aufgefordert, ihre Vertreter zu bezeichnen, die wiederum durch einen föderalen Erlass offiziell ernannt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

keine

TOP 12: Erlass der Regierung zur Gewährung eines Zuschusses an die KAP VoG in Kooperation mit der VHS VoG zur Durchführung der Sprach- und Integrationskurse für Migranten in der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2026

1. Beschlussfassung

Die Regierung gewährt der Volkshochschule-Bildungsinstitut VoG und der Kulturellen Aktion und Präsenz VoG einen zusätzlichen Zuschuss in Höhe von 27.000 Euro zur Durchführung der Sprachkurse im Rahmen des Integrationsparcours für das Jahr 2026 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt

2. Erläuterungen

Am 10. Juli 2026 beantragte die KAP VoG bei Ministerin Lydia Klinkenberg eine Erhöhung des Zuschusses für den Integrationsparcours 2026 um

55.000 Euro. Grundlage waren Ausgabenüberprüfungen und Kostenprognosen, die zeigten, dass die vorgesehenen Mittel nicht ausreichen, um das bestehende Kursangebot bis Jahresende zu finanzieren und die weiterhin hohen Bedarfe an Kursen abzudecken.

Die zusätzlichen Mittel dienen der Aufrechterhaltung des bestehenden Angebots. Insbesondere der Sprachkurs in Büllingen, der Ausbau der Alphabetisierungskurse in Eupen sowie die gestiegene Nachfrage infolge der Arbeitsmarktreform führen zu höheren Kosten. Eine Bedarfsanalyse der KAP/VHS bestätigt die Notwendigkeit aller derzeit angebotenen Kurse.

Ministerin Lydia Klinkenberg sprach sich aus diesen Gründen dafür aus, den Basiszuschuss um 27.000 Euro zu erhöhen.

3. Finanzielle Auswirkungen

Die VHS VoG sowie die KAP VoG erhalten im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel einen zusätzlichen Zuschuss in Höhe von 27.000 Euro zur Durchführung der Sprach- und Integrationskurse im Rahmen des Integrationsparcours, wie sie im Vertrag 01.08.2023 – 31.12.2024 und seinen Nachträgen aufgeführt sind.

Dieser Betrag geht zu Lasten des Haushaltes der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Haushaltsjahr 2026, OB 50, Pr. 15, Zw. 33.01.

TOP 13: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Mai 2015 zur Ausführung des Dekrets vom 5. Mai 2014 zur Anerkennung und Förderung von sozialen Treffpunkten

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Mai 2015 zur Ausführung des Dekrets vom 5. Mai 2014 zur Anerkennung und Förderung von sozialen Treffpunkten.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit der Abänderung des Dekrets vom 5. Mai 2014 zur Anerkennung und Förderung von sozialen Treffpunkten wurde zum 1. Januar 2026 die Möglichkeit einer zusätzlichen Förderung für anerkannte soziale Treffpunkte geschaffen. Anerkannte soziale Treffpunkte können unter bestimmten Voraussetzungen einen erhöhten Zuschuss in Höhe von insgesamt 100.000 Euro erhalten, sofern sie zusätzliche Leistungen erbringen und die im Dekret festgelegten Bedingungen hinsichtlich der Einwohnerzahl erfüllen. Die Gewährung dieser Zusatzförderung setzt zudem eine finanzielle Beteiligung der betroffenen Gemeinde beziehungsweise des zuständigen öffentlichen Sozialhilfezentrums voraus.

Das Dekret ermächtigt die Regierung, das Antragsverfahren, die weiteren Modalitäten sowie die annehmbaren zusätzlichen Leistungen näher festzulegen. Bislang wurden diese zusätzlichen Leistungen jedoch noch nicht bestimmt. Der vorliegende Erlass dient daher in erster Linie der Ausführung der neuen dekretalen Bestimmungen, indem die Voraussetzungen für die Gewährung der Zusatzförderung, das entsprechende Antragsverfahren sowie die erforderlichen Nachweise konkretisiert werden.

Neben der Festlegung der zusätzlichen Leistungen, die Voraussetzung für die Gewährung der erhöhten Förderung sind, dient der Erlass auch dazu, verschiedene Bestimmungen des bestehenden Ausführungserlasses an die seit dem 1. Januar 2026 geltenden dekretalen Bestimmungen anzupassen. Daneben werden einzelne technische und redaktionelle Anpassungen vorgenommen, um die Übereinstimmung zwischen Dekret und Ausführungsbestimmungen sicherzustellen.

<u>Kommentar zu den Artikeln:</u>

Artikel 1:

Die Wortfolge „oder ein Teil dieser" wird gestrichen, um den Erlass an die entsprechende Änderung des Dekrets anzupassen.

Die Beibehaltung eines Begleitausschusses auf Ebene des Erlasses wird jedoch weiterhin als zweckmäßig erachtet, um die Auswertung der Aktivitäten des sozialen Treffpunkts und die Erreichung der in Artikel 5 festgelegten Zielsetzungen zu begleiten.

Eine redaktionelle Anpassung der Zeichensetzung infolge der Einfügung weiterer Begriffsdefinitionen wird vorgesehen.

Mit der Einführung einer Definition des Begriffs „Konversations-Café" wird eine in der Praxis etablierte Maßnahme der sozialen Treffpunkte näher beschrieben. Dadurch wird klargestellt, welche Aktivitäten unter diesen Begriff fallen und welchem integrations- und sprachfördernden Zweck sie dienen.

Artikel 2:

Mit diesem Artikel wird der Begleitausschuss im Erlass verankert. Es werden seine Aufgaben sowie seine Zusammensetzung festgelegt. Der Begleitausschuss überprüft regelmäßig die Erreichung der in Artikel 5 des Dekrets festgelegten Ziele und

kann bei Bedarf Verbesserungs- oder Anpassungsvorschläge unterbreiten. Die Regelung übernimmt eine bisher vertraglich geregelte Praxis und schafft einen klaren Rahmen für die Begleitung der sozialen Treffpunkte.

Artikel 3:

Dieser Artikel stellt eine Verweisungsanpassung dar. Der bisherige Verweis auf „Artikel 6" wird durch einen spezifischeren Verweis auf „Artikel 7 §1 Punkt 4" ersetzt.

Artikel 4:

In Analogie zum Dekret wird Artikel 5 Nummer 9 Buchstabe a) gestrichen.

Artikel 5:

Die Ergänzung berücksichtigt, dass sich viele Menschen heute digital über Angebote und Veranstaltungen informieren. Durch die Veröffentlichung über digitale Kanäle werden die Informationen leichter zugänglich und erreichen mehr Interessierte. Der Aushang vor Ort bleibt dabei weiterhin bestehen.

Artikel 6:

Der Verweis auf den Vertrag wurde gestrichen, da dieser nicht mehr vorgesehen ist. Stattdessen wird auf die im Dekret sowie in den entsprechenden Ausführungserlassen festgelegten Zielvorgaben und Indikatoren Bezug genommen.

Artikel 7:

Dieser Artikel präzisiert die Voraussetzungen für die Gewährung der in Artikel 11 §3 Absatz 1 des Dekrets vom 5. Mai 2014 vorgesehenen Zusatzförderung für anerkannte soziale Treffpunkte.

Zu diesem Zweck legt der für Soziales zuständige Minister jährlich ein Jahresthema fest, das als inhaltliche Orientierung für die durch die Zusatzförderung unterstützten Maßnahmen dient. Dadurch können jährlich gesellschaftlich relevante Schwerpunkte aufgegriffen und gefördert werden.

Die Zusatzförderung wird nur sozialen Treffpunkten gewährt, die neben der notwendigen Einwohnerzahl des Gemeindegebiets auf dem sie tätig sind, ein erhöhtes Maß an Aktivität nachweisen. Hierfür werden drei objektive Kriterien festgelegt, die erfüllt werden müssen. Die Regelung trägt der unterschiedlichen Ausrichtung und den unterschiedlichen Arbeitsweisen der sozialen Treffpunkte Rechnung, indem sie eine gewisse Flexibilität bei der Erfüllung der Voraussetzungen ermöglicht.

Darüber hinaus ist die Gewährung der Zusatzförderung an die Durchführung mindestens eines strukturellen Angebots geknüpft, das einen konkreten Beitrag zur Umsetzung des jährlich festgelegten Jahresthemas leistet. Damit wird sichergestellt, dass die Zusatzförderung nicht ausschließlich an quantitative Kriterien gebunden ist, sondern auch die inhaltliche Ausrichtung der Arbeit der sozialen Treffpunkte im Einklang mit den sozialpolitischen Schwerpunktsetzungen der Regierung und die gesellschaftlichen Entwicklungen unterstützt.

Die in Artikel 12 Absatz 1 aufgeführten Bedingungen sind kumulativ. Ein sozialer Treffpunkt muss daher sowohl die in Artikel 12 Absatz 1 Nummern 1 – 3 festgelegten Bedingungen erfüllen als auch ein strukturelles Angebot zum jeweiligen Jahresthema vorsehen, um die Zusatzförderung erhalten zu können.

Artikel 8:

In Ausführung von Artikel 11 §3 des Dekrets vom 5. Mai 2014 zur Anerkennung und Förderung von sozialen Treffpunkten legt die Regierung das Verfahren für die Beantragung der Zusatzförderung fest. Der Artikel bestimmt die Frist für die Einreichung der Anträge und legt fest, welche Angaben und Nachweise die sozialen Treffpunkte vorzulegen haben. Dadurch wird sichergestellt, dass alle Anträge auf einer einheitlichen Grundlage geprüft werden können.

Die Frist vom 30. Juni des dem Förderjahr vorausgehenden Jahres ermöglicht dem Ministerium die rechtzeitige Prüfung der Anträge und die Planung des Haushalts. Die Einreichung mittels eines standardisierten Antragsformulars gewährleistet eine transparente und vergleichbare Beurteilung der eingereichten Projekte.

Die Antragsfrist wird auf den 30. Juni des dem Förderjahr vorausgehenden Jahres festgelegt, damit die Anträge rechtzeitig geprüft und die erforderlichen Haushaltsmittel eingeplant werden können. Da die endgültige Verabschiedung des Haushalts erst gegen Ende des Jahres erfolgt, kann die Zusage der Zusatzförderung erst nach Vorliegen der entsprechenden Haushaltsmittel erteilt werden. Die Mitteilung der Entscheidung erfolgt daher spätestens bis zum 31. Dezember des dem Förderjahr vorausgehenden Jahres.

Der Artikel regelt zudem die Beantragung einer Bezuschussung für soziale Treffpunkte, die im Rahmen einer Zusammenarbeit mehrerer Gemeinden oder öffentlicher Sozialhilfezentren betrieben werden. Hierzu können die beteiligten Gemeinden oder öffentlichen Sozialhilfezentren einen gemeinsamen Antrag auf Bezuschussung einreichen. Dem Antrag ist die gemäß Artikel 11 §4 des Dekrets abgeschlossene Vereinbarung beizufügen.

Artikel 9:

Dieser Artikel enthält eine Übergangsbestimmung für das Förderjahr 2027. Da die reguläre Antragsfrist gemäß Artikel 13 bereits am 30. Juni des dem Förderjahr vorausgehenden Jahres endet und die

vorliegende Regelung erst zu einem späteren Zeitpunkt in Kraft tritt, wird für das Jahr 2027 ausnahmsweise eine Einreichungsfrist bis zum 28. Februar 2027 vorgesehen. Dadurch erhalten die anerkannten sozialen Treffpunkte die Möglichkeit, bereits im Jahr 2027 die Zusatzförderung für die im Tätigkeitsjahr 2027 umgesetzten Maßnahmen zu beantragen und in Anspruch zu nehmen.

Artikel 10:

Dieser Artikel legt das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses fest. Die Änderungen sollen am 1. Januar 2027 in Kraft treten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Derzeit sind zwei anerkannte soziale Treffpunkte auf einem Gemeindegebiet mit 15.000 Einwohnern angesiedelt. Daraus ergeben sich für das Haushaltsjahr maximale Kosten in Höhe von 30.000,00 Euro.

Dieser Betrag geht zu Lasten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Haushaltsjahr 2027, OB 50, Pr.15, Zw. 33.01.

Auf begründeten Antrag können mehrere Gemeinden oder öffentliche Sozialhilfezentren zur Erreichung der Einwohnerzahlen zusammenarbeiten. Sollte dies zwischenzeitlich der Fall sein, können die benötigten Mittel auf eine maximale Summe von 75.000,00 Euro steigen.

TOP 14: Erlass der Regierung zur Gewährung von Zuschüssen für Ausstattung an die VoG CAB Integra

1. Beschlussfassung:

Die Regierung gewährt der CAB Integra VoG einen Gesamtzuschuss in Höhe von maximal 127.002,14 für den Ankauf von Ausstattungsgegenständen für den Neubau in Eupen, Textilstraße und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die CAB Integra VoG finalisiert aktuell den Bau eines neuen Gebäudes in der Textilstraße in Eupen. Das Infrastrukturvorhaben wird im Rahmen des Infrastrukturdekrets durch die Deutschsprachige Gemeinschaft bezuschusst.

Die neue Immobilie ist für unterschiedliche Nutzungen geplant worden, soll aber größtenteils durch das Vorschalt- und Integrationszentrum „Intego" der CAB Integra VoG genutzt werden, wie es in Anwendung des Dekrets vom 29. Januar 2024 über die Anerkennung und Förderung von Betrieben im Bereich der Sozialwirtschaft zum 1. Januar 2025 anerkannt wurde und bis dato von einer Förderung über den ESF+ profitiert.

In verschiedenen Kreativ- und handwerklichen Produktionswerkstätten des Vorschalt- und Integrationszentrums werden arbeitsmarktferne Personen sozialpädagogisch begleitet und u.a. auf eine Ausbildung oder Beschäftigung vorbereitet. Zu den Produktionswerkstätten gehören u.a. eine Holzwerkstatt und eine Schlosserei. Ferner sind Kreativ- und Produktionswerkstätten sowie Restaurant-, Versammlungs-, Aufenthalts- und Büroräume vorgesehen. Für diese Tätigkeiten und Räumlichkeiten beabsichtigt die CAB Integra VoG den Kauf diverser Ausstattungsgegenstände und Maschinen, für die sie einen Zuschuss bei der Deutschsprachigen Gemeinschaft beantragt.

Die CAB Integra VoG hat hierzu 6 unterschiedliche Anträge beim Ministerium am 29. und 30. September, 1. Oktober und 14. Oktober 2026 eingereicht.

Drei der Anträge betreffen Ankäufe auf Basis von Angebotsaufforderungen. Es handelt sich konkret um die Anschaffung einer mobilen Lackierwand, eines Sicherheitsschranks sowie eines elektrischen Hochschubwagens. Bei diesen Anträgen wird der maximale 50%-Zuschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf Basis des günstigsten Preises berechnet.

Drei Zuschuss-Anträge betreffen Ankäufe auf Basis von öffentlichen Ausschreibungen, die Gegenstand von auf der E-procurement-Plattform veröffentlichten Lastenheften sind.

Ein Auftrag bzw. Lastenheft beschreibt den Bedarf an Möbeln für die Werkstätten und Büros (Lastenheft „Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags über Möbeln für die Werkstätten und Büros der VoG CAB Integra", Referenz: DIRAA/20260708-2) mit 2 Losen.

Ein zweites Lastenheft sollte die Anschaffung des kompletten Maschinenparks für die verschiedenen Tätigkeitsfelder ermöglichen (Lastenheft "Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags über Maschinen für die Werkstätten der VoG CAB Integra" Referenz: DIRAA/20260529-1). Dieses Lastenheft sah 7 verschiedene Lose vor. Der Auftraggeber hat sich jedoch dazu entschieden, lediglich das Los 2 "Schreinerei" in Ausführung dieses Lastenheftes zu vergeben.

Aus diesem Grund wurde ein weiteres drittes Lastenheft veröffentlicht (Lastenheft "Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags über Maschinen für die Werkstätten der VoG CAB Integra", Referenz: DIRAA/20260814-1) für die nicht vergebenen Lose.

Bei den auf Basis von Lastenheften vergebenen Aufträge erfolgt die Bestimmung des zu vergebenden Auftrags auf Basis des Angebots, das die meisten Punkte unter Berücksichtigung der im Lastenheft vergebenen Zuschlagskriterien erreicht und

somit das durch den Auftraggeber bevorzugte Angebot darstellt.

Für die auf der E-procurement-Plattform veröffentlichen Auftragsvergaben liegen die Eröffnungsprotokolle vor.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Kosten pro Auftrag bzw. pro Los und der sich daraus ergebende jeweilige maximale 50%-Zuschuss sind in folgender Tabelle dargestellt.

Der Gesamtzuschuss zu Lasten der Deutschsprachigen Gemeinschaft beläuft sich auf **127.002 €.**

Diese Mittel werden aus den im Organisationsbereich 70, Programm 06, Zuweisung 52.15, des Haushaltes 2026 der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegten

		Verfahren	Bevorzugtes Angebot	Netto-Betrag	Nichtabsetzbarer MWST-Anteil 11,13%	Zu bezuschussender Betrag	Zuschuss
1	Antrag 1 Mobile Lackierwand	Angebotsaufruf 3 Angebote	AirMex Air cle	6.310,00	147,48	6.457,48	**3.228,74**
2	Antrag 2 Ausstattung Möbel für die Werkstätten und Büros der VoG CAB Integra LOS 1 (Checkdokument Antrag 2)	Ausschreibung via Lastenheft nach Überprüfung 3 ordnungsgemäße Angebote	Euregio office solutions	74.306,94	1.736,78	76.043,72	**38.021,86**
3	Antrag 2 Ausstattung Möbel für die Werkstätten und Büros der VoG CAB Integra LOS 2 (Checkdokument Antrag 2)	Ausschreibung via Lastenheft nach Übrprüfung 3 ordnungsgemäße Angebote	Mathes	32.249,88	753,78	33.003,66	**16.501,83**
4	Antrag 4 Sicherheitsschrank	Angebotsaufruf 3 Angebote	Denios	2.574,00	60,16	2.634,16	**1.317,08**
5	Antrag 5 über Maschinen für die Werkstätten - Schreinerei Achtung nur LOS 2	Ausschreibung via Lastenheftnach Übrprüfung 2 ordnungsgemäße Angebote	SCHENE SA	69.459,75	1.623,48	71.083,23	**35.541,62**
6	Antrag 3 Maschinenpark (2.0) neues Lastenheft ohne Schreinerei LOS 1 Schlosserei	Lastenheft	SCHENE SA	18.390,80	429,85	18.820,65	**9.410,32**
7	Antrag 3 Maschinenpark (2.0) neues Lastenheft ohne Schreinerei LOS 2 Polyvalente Abteilung	Lastenheft	Aussems	1.965,00	45,93	2.010,93	**1.005,46**
8	Antrag 3 Maschinenpark (2.0) neues Lastenheft ohne Schreinerei LOS 3 Grünabteilung	Lastenheft	Aussems	6.380,00	149,12	6.529,12	**3.264,56**
9	Antrag 3 Maschinenpark (2.0) neues Lastenheft ohne Schreinerei LOS 4 Standbohrmaschinen	Lastenheft	SCHENE SA	5.098,30	119,16	5.217,46	**2.608,73**
10	Antrag 3 Maschinenpark (2.0) neues Lastenheft ohne Schreinerei LOS 5 mobile Absuaganalgae	Lastenheft	Technolit	13.871,36	324,22	14.195,58	**7.097,79**
11	Antrag 3 Maschinenpark (2.0) neues Lastenheft ohne Schreinerei LOS 6 Sonstiges	Lastenheft	Technolit	4.060,00	94,89	4.154,89	**2.077,45**
12	Antrag 6 Elektrischer Hochhubwagen	Angebotsaufruf 3 Angebote	Still	13.537,00	316,40	13.853,40	**6.926,70**
	TOTAL			**248.203,03**	**5.801,25**	**254.004,28**	**127.002,14**

TOP 19: Verabschiedung des Entwurfs eines Geschäftsführungsvertrages zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Zeitraum 2027 bis 2030

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Entwurf eines Geschäftsführungsvertrag 2027-2030 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird beauftragt, dem Parlament den Entwurf des Geschäftsführungsvertrag zur Zustimmung zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Der Geschäftsführungsvertrag legt für den Zeitraum 2027–2030 die vom Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft (hiernach „BRF") zu erbringenden Leistungen, die strategischen Entwicklungsziele, die Modalitäten zur Bewertung der Vertragserfüllung sowie die finanziellen und organisatorischen Rahmenbedingungen fest. Er konkretisiert damit den öffentlich-rechtlichen Auftrag, der dem BRF durch das Dekret vom 27. Juni 1986 über das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen wird.

Der Vertragsentwurf trägt den tiefgreifenden Veränderungen der Medienlandschaft Rechnung. Die zunehmende digitale und zeitunabhängige Mediennutzung, die wachsende Bedeutung digitaler Plattformen, die Verbreitung von Desinformation sowie neue technologische Entwicklungen verändern die Bedingungen, unter denen der BRF seinen öffentlich-rechtlichen Auftrag erfüllt. Vor diesem Hintergrund soll der BRF bis 2030 zu einem modernen, plattformübergreifenden Medienhaus weiterentwickelt werden. Dabei bleiben die verlässliche journalistische Grundversorgung in deutscher Sprache, die redaktionelle Unabhängigkeit und die regionale Verankerung des BRF die tragenden Grundlagen seiner Tätigkeit.

Der BRF nimmt innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine besondere gesellschaftliche, kulturelle und demokratische Funktion wahr. Er gewährleistet ein unabhängiges deutschsprachiges Informations- und Medienangebot, stärkt die Sichtbarkeit der deutschen Sprache innerhalb der belgischen Medienlandschaft und trägt zur regionalen Identität sowie zum gesellschaftlichen Zusammenhalt bei. Einen besonderen Stellenwert haben die Berichterstattung über die Deutschsprachige Gemeinschaft, das belgische Zeitgeschehen und die angrenzenden Regionen sowie die Einordnung europäischer und internationaler Entwicklungen aus ostbelgischer Perspektive. Die Standorte Eupen, St. Vith und Brüssel sichern dabei sowohl die regionale Nähe als auch die unmittelbare Anbindung an die politischen und gesellschaftlichen Entscheidungszentren.

Zur Erfüllung seines Auftrags gestaltet der BRF weiterhin die auditiven Mediendienste BRF1, BRF2 und BRF-DLF sowie audiovisuelle, digitale und soziale Medienangebote. Der Hörfunk bleibt ein zentraler Bestandteil des öffentlich-rechtlichen Angebots und besitzt insbesondere für die flächendeckende Versorgung sowie die Information der Bevölkerung in Krisen- und Ausnahmesituationen eine hohe Bedeutung. Gleichzeitig sollen digitale Audio- und Videoangebote, das Nachrichtenportal brf.be, die Mediathek und die Präsenz auf sozialen Plattformen weiterentwickelt werden. Inhalte sollen verstärkt medienübergreifend konzipiert und entsprechend den Nutzungsgewohnheiten der jeweiligen

Zielgruppen für unterschiedliche Ausspielwege aufbereitet werden.

Ein Schwerpunkt des neuen Geschäftsführungsvertrags liegt auf der schrittweisen digitalen Transformation des BRF. Nach dem Ansatz „Digital First" sollen personelle und organisatorische Ressourcen stärker auf digitale Produktions- und Verbreitungsformen ausgerichtet werden. Dies umfasst insbesondere den Ausbau digitaler Bewegtbildangebote, die Weiterentwicklung der Mediathek und anderer zeitunabhängig nutzbarer Angebote, die Prüfung neuer Anwendungen und Verbreitungsformen sowie eine zielgruppengerechte Präsenz auf sozialen Medien. Besonderes Augenmerk gilt der Ansprache jüngerer Zielgruppen durch digitale Kurz-, Audio-, Video- und Interaktionsformate sowie durch Kooperationen mit Bildungs- und Ausbildungseinrichtungen.

Der Vertragsentwurf schafft zudem einen Rahmen für den verantwortungsvollen Einsatz neuer Technologien und künstlicher Intelligenz. Entsprechende Anwendungen können insbesondere zur Unterstützung von Rechercheprozessen, Transkriptionen, technischen Arbeitsabläufen und der Aufbereitung von Inhalten eingesetzt werden. Die zentrale redaktionelle Verantwortung und die journalistischen Entscheidungen verbleiben jedoch stets bei den zuständigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern. Maßgeblich sind dabei die journalistischen Standards und die hausinterne KI-Charta des BRF. Datenschutz, Datensicherheit und digitale Souveränität bilden weitere verbindliche Grundlagen der technologischen Entwicklung.

Im Bereich der technischen Infrastruktur sind während der Vertragslaufzeit wesentliche Modernisierungsmaßnahmen vorgesehen. Dazu gehören insbesondere die Erneuerung der Hörfunkstudios im Funkhaus Eupen, die fortlaufende Modernisierung der IT- und Sicherheitsinfrastruktur, der Ausbau technischer Redundanzen und Backup-Lösungen sowie Maßnahmen zur Erhöhung der Betriebs- und Krisenfestigkeit. Auch die weitere Entwicklung von DAB+ und die Schaffung der rechtlichen und regulatorischen Voraussetzungen für einen Übergang des Pilotprojekts „Ostbelgien 8A" in einen dauerhaften Regelbetrieb werden berücksichtigt. Ergänzend sind verschiedene Renovierungs- und Infrastrukturmaßnahmen im Funkhaus vorgesehen, wobei Nachhaltigkeit, Energieeffizienz und wirtschaftliche Tragbarkeit zu beachten sind.

Einen weiteren Schwerpunkt bildet die Sicherung und Zugänglichmachung des audiovisuellen Erbes der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Aufbauend auf der Digitalisierung des historischen Audioarchivs und dem Projekt „BRF-Zeitreise" soll die digitale Erschließung der Archivbestände fortgeführt werden. Für die strukturierte Digitalisierung und langfristige Sicherung des historischen Videoarchivs wird eine vertiefte Zusammenarbeit mit der Regierung, dem Zentrum für Ostbelgische Geschichte und spezialisierten Partnern angestrebt.

Der BRF soll außerdem seine Tätigkeiten zur Förderung der Medienkompetenz weiterentwickeln. Hierzu zählen insbesondere Kooperationen mit Bildungs- und Ausbildungseinrichtungen, spezifische Angebote für Schulen, die Vermittlung journalistischer Arbeitsweisen sowie die Sensibilisierung für Desinformation und manipulative Inhalte. Durch Veranstaltungen, Funkhausführungen und weitere Beteiligungsformate soll zugleich der unmittelbare Austausch mit der Bevölkerung gestärkt werden. Der BRF führt darüber hinaus seine Produktionen, Veranstaltungen und Partnerschaften mit kulturellen, gesellschaftlichen, sportlichen und institutionellen Akteuren fort und trägt damit zur Sichtbarkeit und Vielfalt des gesellschaftlichen Lebens in Ostbelgien bei.

Die Umsetzung des Geschäftsführungsvertrags wird anhand quantitativer Kennzahlen und qualitativer Wirkungskriterien bewertet. Berücksichtigt werden insbesondere die journalistische Grundversorgung, die digitale Reichweite und Nutzung, die plattformübergreifende Verbreitung, die Erreichung unterschiedlicher Zielgruppen, die Wahrnehmung des BRF als glaubwürdige Informationsquelle, die Barrierefreiheit, die Innovationsfähigkeit sowie der gesellschaftliche Mehrwert seiner Angebote. Die Kennzahlen können im Einvernehmen mit dem Begleitausschuss während der Vertragslaufzeit weiterentwickelt oder angepasst werden. Grundlage der jährlichen Bewertung bilden insbesondere der Tätigkeitsbericht des BRF, die erhobenen Kennzahlen und die Beratungen des Begleitausschusses. Ergänzend sind mindestens alle zwei Jahre repräsentative Nutzer- und Meinungsumfragen durchzuführen.

Der personelle Rahmen wird grundsätzlich auf höchstens 57 Vollzeitäquivalente festgelegt. Auszubildende, Praktikanten und zeitlich befristete projektbezogene Beschäftigungen können gesondert berücksichtigt werden. Neue Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter werden auf Grundlage privatrechtlicher Arbeitsverträge eingestellt. Die Personalentwicklung soll insbesondere auf die Stärkung digitaler, journalistischer und technischer Kompetenzen ausgerichtet werden. Der BRF erstellt hierzu jährlich einen Weiterbildungsplan und beteiligt sich an einer vom Ministerium initiierten Arbeitsgruppe zur Prüfung eines möglichen Ausbildungskonzepts für journalistischen Nachwuchs.

Der Geschäftsführungsvertrag bildet somit für die Jahre 2027–2030 den verbindlichen Rahmen für die Erfüllung und Weiterentwicklung des öffentlich-rechtlichen Auftrags des BRF. Er verbindet die Sicherung der bestehenden journalistischen Grundversorgung mit einer verstärkten digitalen Ausrichtung, der Modernisierung der technischen und organisatorischen Strukturen sowie einer systematischeren Bewertung der Reichweite, Qualität und gesellschaftlichen Wirkung der Angebote.

Per Programmdekret 2026 soll Artikel 1.9 §4 des Dekrets vom 27. Juni 1986 über das Belgische

Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeändert werden. Die Abänderung sieht vor, die Laufzeit des Geschäftsführungsvertrags zwischen dem BRF und der Regierung, um ein Jahr über die Dauer der jeweiligen Legislaturperiode hinaus zu verlängern. Maßgeblich ist dabei die konkrete Dauer der betreffenden Legislaturperiode. Der Geschäftsführungsvertrag läuft somit bis zum Ende einer Legislaturperiode und anschließend für ein weiteres Jahr. Die derzeitige Formulierung ist bezüglich der Laufzeit des Geschäftsführungsvertrags nicht eindeutig.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Zur Finanzierung der vertraglich festgelegten Aufgaben erhält der BRF eine jährliche Dotation. Hinzu kommt eine jährliche Kapitaldotation.

Für die Vertragslaufzeit wird die Zuschuss- bzw. Dotationshöhe wie folgt festgelegt:

Haushaltsjahr	Zuschusshöhe	Kapitaldotation
2027	7.129.000,00 €	200.000,00 €
2028	7.218.000,00 €	200.000,00 €
2029	7.308.000,00 €	200.000,00 €
2030	7.400.000,00 €	200.000,00 €

Für technische Erneuerungen, die Modernisierung der Arbeits- und Publikumsbereiche sowie weitere Maßnahmen zur Sicherung der Betriebs- und Zukunftsfähigkeit kann der BRF Sonderanträge stellen, über deren Gewährung die Regierung entscheidet.

Die jährliche Dotation wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel in monatlichen Zwölfteln ausgezahlt.

Föderalregierung

Mitteilung vom 09.11.2026

Neuf Belges sur dix sont favorables à l'égalité de genre, mais leurs opinions divergent quant à l'interprétation concrète donnée à ce concept

Une première analyse de l'enquête #YouToo? 2.0 menée par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes révèle que neuf Belges sur dix estiment que les femmes et les hommes doivent bénéficier de l'égalité des chances et avoir droit à un salaire égal pour un travail égal et qu'il faut lutter contre la discrimination. Les opinions divergent beaucoup plus en ce qui concerne l'interprétation concrète de l'égalité de genre, notamment la répartition des tâches ménagères, mais aussi la notion de féminisme.

Mitteilung vom 06.11.2026

La Belgique et le Chili présentent une candidature commune pour accueillir le Secrétariat de l'accord BBNJ

La Belgique et le Chili accordent la plus haute importance à la réussite de la première Conférence des Parties (COP1) à l'accord BBNJ (biodiversité au-delà des juridictions nationales) ainsi qu'à la mise en œuvre rapide de ses dispositions. À cet égard, les deux pays ont convenu de coordonner leurs efforts pour promouvoir ces objectifs, contribuant ainsi à une gouvernance cohérente et globale de l'océan.

Résultats de l'adjudication ORI Facility du 06 novembre 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 0.502 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 4.00% 28/03/2032 (OLO 66)
ISIN Code : BE0000326356 - 28/03/2032
Montant accepté (EUR milliards) : 0.342
Rend. moyen pondéré: 3.753%
Bid-to-cover ratio : 1.55

OLO 1.60% 22/06/2047 (OLO 78)
ISIN Code : BE0000338476 - 22/06/2047
Montant accepté (EUR milliards) : 0.160
Rend. moyen pondéré: 4.822%
Bid-to-cover ratio : 1.84

Mitteilung vom 05.11.2026

Améliorer l'accès aux soins palliatifs pédiatriques : une image à affiner, une offre à renforcer

Destinés aux enfants atteints de maladies graves susceptibles d'entrainer un décès prématuré, les soins palliatifs pédiatriques visent avant tout à leur assurer la meilleure qualité de vie possible. En Belgique, ils sont actuellement dispensés chaque année à plusieurs centaines de jeunes patients, qui ne représentent toutefois qu'une petite partie de la population qui pourrait en avoir besoin.

Mitteilung vom 04.11.2026

66 nouveaux logements sociaux donnent un nouveau visage au quartier Potiers

La construction des nouveaux logements sociaux dans les rues des Potiers, de la Verdure et de Soignies, à deux pas de la place Anneessens, est terminée. L'ancienne tour de logements, construite en 1955, a laissé place à trois bâtiments modernes,

économes en énergie et mieux intégrés au quartier. Mené par Beliris, le maître d'ouvrage fédéral pour Bruxelles, en étroite collaboration avec la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) et le Logement Bruxellois (LBW), le projet améliore aussi les abords avec davantage de végétation et de nouveaux espaces publics pour le quartier.

L'AFMPS publie les rapports d'inspections thématiques des centres de fertilité

Conformément à son engagement de renforcer la transparence en matière de surveillance des centres de fertilité, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé publie aujourd'hui les premiers rapports d'une nouvelle série d'inspections thématiques menées en 2026. Ces inspections s'inscrivent dans le cadre du Plan de reprise pour la supervision des centres de fertilité, élaboré à la suite des problèmes liés aux dépassements de quotas dans les dons de gamètes.

Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 06.11.2026

La Wallonie adapte le cadre de sécurité des barrages-réservoirs aux réalités du terrain

Le Gouvernement wallon adopte en deuxième lecture l'avant-projet modifiant le décret relatif à la sécurité d'exploitation des barrages-réservoirs. Cette adaptation permet de répondre aux premiers enseignements tirés de la mise en œuvre du dispositif en apportant davantage de clarté et de sécurité juridique aux acteurs de terrain. Elle précise les responsabilités de chacun et facilite l'application des règles, avec une priorité : renforcer durablement la prévention des risques et la protection des citoyens et des territoires. … lire plus

---

Belgisches Staatsblatt

N. 256 vom 10. November 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
16. Juli 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 7. Februar 2019 zur Festlegung der Leistungsfächer der fachtheoretischen Kenntnisse**,
S. 59916.

Deutsche Übersetzungen

N. 255 vom 09. November 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. Juli 2026 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 10. November 2006 über die Öffnungszeiten in Handel, Handwerk und im Dienstleistungsbereich und des Gesetzes vom 24. Juni 2013 über die kommunalen Verwaltungssanktionen** - Deutsche Übersetzung,
S. 59700.

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C − 2026/008153]

16. JULI 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 7. Februar 2019 zur Festlegung der Leistungsfächer der fachtheoretischen Kenntnisse

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 30. August 2018 über die Prüfungen und die Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes, Artikel 9 § 1 Absatz 1 Nummern 3 und 4, Absatz 3 Nummern 2 und 3, Artikel 26 § 1 Nummern 3 und 4 und Artikel 32 § 2 Absatz 1 Nummern 2 und 3;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 7. Februar 2019 zur Festlegung der Leistungsfächer der fachtheoretischen Kenntnisse;

Aufgrund der Vorschläge des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 22. Mai 2026 und vom 2. Juni 2026;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 7. Februar 2019 zur Festlegung der Leistungsfächer der fachtheoretischen Kenntnisse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 30. Oktober 2025, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 2 Buchstabe *a)* wird das Wort „Arbeitsorganisation“ durch die Wortfolge „Konditorei/Patisserie“ ersetzt.

2. In Nummer 2 Buchstabe *b)* wird die Wortfolge „„Arbeitsorganisation/Fachrechnen“ und „Bäckerei/Feinbäckerei““ durch die Wortfolge „„Konditorei/Patisserie“ und „Grundlagen Ernährungslehre““ ersetzt.

3. In Nummer 5 Buchstabe *c)* wird die Wortfolge „Betriebliches und technisches Zeichnen“ durch die Wortfolge „Technische Kommunikation“ ersetzt.

4. In Nummer 7 Buchstabe *a)* wird das Wort „Materialkunde“ durch die Wortfolge „Technische Kommunikation“ ersetzt.

5. In Nummer 9 Buchstabe *c)* wird die Wortfolge „Betriebliches und technisches Zeichnen“ durch die Wortfolge „Technische Kommunikation“ ersetzt.

6. In Nummer 18 Buchstabe *a)* wird die Wortfolge „Fertigungstechnik“ durch die Wortfolge „Fertigungsverfahren“ ersetzt.

7. In Nummer 18 Buchstabe *b)* wird das Wort „Fertigungstechnik“ durch das Wort „Fertigungsverfahren“ ersetzt.

8. In Nummer 18 Buchstabe *c)* wird die Wortfolge „„Industriemechanik“ und „CNC-Technik““ durch die Wortfolge „„Fertigungsverfahren“ und „Technische Kommunikation““ ersetzt.

9. In Nummer 18 Buchstabe *d)* wird die Wortfolge „„Industriemechanik“ und „CNC-Technik““ durch die Wortfolge „„Fertigungsverfahren“ und „Technische Kommunikation““ ersetzt.

10. Nummer 20, die die Buchstaben *b)* und *c)* umfasst, wird aufgehoben.

11. In Nummer 20.1. wird folgender Buchstabe *c)* eingefügt:

„*c)* 3. Lehrjahr: Fächer „Verbrennungsmotoren“ und „Elektrotechnik“.“

12. In Nummer 23.1. wird folgender Buchstabe *c)* eingefügt:

„*c)* 3. Lehrjahr: Fächer „Verbrennungsmotoren“ und „Elektrotechnik“.“

13. In Nummer 25 Buchstabe *b)* wird das Wort „Fachrechnen“ durch die Wortfolge „Angewandte Mathematik“ ersetzt.

14. In Nummer 25 Buchstabe *c)* wird Wortfolge „Technische Kommunikation“ durch die Wortfolge „Betriebliches und technisches Zeichnen“ ersetzt.

15. In Nummer 26.1. Buchstabe *a)* wird die Zahl „3“ durch die Zahl „1“ ersetzt.

16. In Nummer 28.1. wird das Wort „Fachinformatiker“ “ durch die Wortfolge „im Programm „H24 Fachinformatiker“ ” ersetzt.

17. In Nummer 34 Buchstabe *c)* wird das Wort „Technik“ durch das Wort „Technologie“ ersetzt.

18. In Nummer 40 Buchstabe *a)* wird die Wortfolge „„Pflanzenbau“ und „Pflanzenkenntnisse““ durch die Wortfolge „„Kultur, Vermehrung und Verwendung von Pflanzen“ und „Kultur- und Pflegemaßnahmen““ ersetzt.

19. In Nummer 40.1. wird die Angabe „R02“ durch die Angabe „R01“ ersetzt.

20. Nummer 44, die die Buchstaben *a)*, *b)* und *c)* umfasst, wird aufgehoben.

21. In Nummer 47 Buchstabe *a)* wird die Wortfolge „Logistische Prozesse“ durch die Wortfolge „Logistische Prozesse und Qualitätsmanagement“ ersetzt.

22. In Nummer 47 Buchstabe *c)* wird die Wortfolge „Versand von“ gestrichen.

23. In Nummer 49 Buchstabe *a)* wird das Wort „Verkaufsarten/“ gestrichen.

24. Nummer 51 Buchstabe *a)* wird aufgehoben.

25. In Nummer 52 Buchstabe *b)* wird die Wortfolge „Außenwirtschaftliche Grundlagen und Zollwesen“ durch die Wortfolge „Disposition und Logistik“ ersetzt.

26. In Nummer 52 Buchstabe *c)* wird das Wort „Disposition“ durch die Wortfolge „Disposition und Logistik“ ersetzt.

27. Folgende Nummer 53 wird eingefügt:

„53. im Programm „X83 Sport- und Fitnesskaufmann/-frau“:

a) 1. Lehrjahr: Fächer „Information, Kommunikation und Kooperation“ und „Kaufmännische Steuerung und Kontrolle“;

b) 2. Lehrjahr: Fächer „Geschäfts- und Leistungsprozesse“ und „Marketing“;

c) 3. Lehrjahr: Fächer „Kaufmännische Steuerung und Kontrolle“ und „Personalwirtschaft“.“

28. Folgende Nummer 54 wird eingefügt:

„54. im Programm „Y10 Verwaltungsfachkraft im Gesundheitswesen“:

a) 1. Lehrjahr: Fächer „IT und Digitalisierung“ und „Organisation und Planung“;

b) 2. Lehrjahr: Fächer „Medizinische Terminologie“ und „Organisation und Planung“;

c) 3. Lehrjahr: Fächer „Medizinische Terminologie“ und „Berufliche Identität und Ethik“.“

29. Folgende Nummer 55 wird eingefügt:

„55. im Programm „Y11 Verwaltungsfachkraft Industrie“:

a) 1. Lehrjahr: Fächer „IT und Digitalisierung“ und „Organisation und Planung“;

b) 2. Lehrjahr: Fächer „Personalverwaltung“ und „Marketing“;

c) 3. Lehrjahr: Fächer „Personalverwaltung“ und „Marketing“.“

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 1. September 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für die Ausbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 16. Juli 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSSEN

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkammer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLATT

- ejustice.just.fgov.be